

NATIONS UNIES

ASSEMBLEE GENERALE



Distr.
GENERALE
A/CONF.48/PC.9
26 février 1971
FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMITE PREPARATOIRE DE LA CONFERENCE
DES NATIONS UNIES SUR L'ENVIRONNEMENT

Deuxième session

Genève, 8-19 février 1971

Distr. double

RAPPORT DU COMITE PREPARATOIRE DE LA CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR L'ENVIRONNEMENT

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>
I. ORGANISATION DE LA DEUXIEME SESSION	1 - 6
Lieu et date	1
Participation	2
Documentation	3
Election du bureau	4
Ordre du jour	5
Organisation des travaux	6
II. LE PROGRAMME DE LA CONFERENCE	7 - 89
Déclaration du Secrétaire général de la Conférence et observations générales des délégations	7 - 19
Conception fondamentale du programme de la Conférence, questions et thèmes de discussion à inscrire à l'ordre du jour	20 - 26
Déclaration sur l'environnement	27 - 36
Autres questions pour lesquelles il est proposé de mener à terme une action à la Conférence	37 - 89

GE.71-1705

71-05810

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Paragraphes</u>
III. QUESTIONS D'ORGANISATION CONCERNANT LA CONFERENCE	90 - 111
Organisation et structure de la Conférence	90 - 98
Documentation à établir avant la Conférence, plan et méthodes de travail pour la période précédant la Conférence	99 - 104
Participation nationale et participation d'organisations autres que les gouvernements et les Nations Unies	105 - 111
IV. INFORMATION ET EDUCATION	112 - 115
V. REUNIONS FUTURES DU COMITE PREPARATOIRE	116 - 118
VI. QUESTIONS DIVERSES	119 - 123
VII. ADOPTION DU RAPPORT	124

ANNEXES

- I. LISTE DES PARTICIPANTS
- II. LISTE DES DOCUMENTS PRESENTES AU COMITE PREPARATOIRE A SA
DEUXIEME SESSION
- III. ORDRE DU JOUR DE LA DEUXIEME SESSION
- IV. DECLARATION FAITE PAR LE SECRETAIRE GENERAL DE LA CONFERENCE
A LA SEANCE D'OUVERTURE
- V. METHODES DE TRAVAIL AU COURS DE LA PERIODE PREPARATOIRE

RAPPORT DU COMITE PREPARATOIRE DE LA CONFERENCE DES NATIONS UNIES
SUR L'ENVIRONNEMENT

I. ORGANISATION DE LA DEUXIEME SESSION

Lieu et date

1. Le Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement a tenu sa deuxième session à l'Office des Nations Unies à Genève, du 8 au 19 février 1971.

Participation

2. En plus des membres du Comité préparatoire, ont assisté à la session des observateurs envoyés par des Etats membres, des Etats non membres, des institutions spécialisées des Nations Unies, ainsi que par des organisations intergouvernementales et non gouvernementales. La liste des participants figure à l'annexe I du présent rapport.

Documentation

3. La liste des documents présentés au Comité préparatoire lors de sa deuxième session et des documents de séance figure à l'annexe II.

Election du bureau

4. Les membres du bureau du Comité préparatoire ont été réélus, étant entendu qu'ils resteraient en fonction jusqu'à la Conférence.

<u>Président</u> :	M. l'Ambassadeur Keith Johnson (Jamaïque)
<u>Vice-Présidents</u> :	M. Fereydoun Hoveyda (Iran)
	M. Rastislav Lacko (Tchécoslovaquie)
	M. l'Ambassadeur Vernon Johnson Mwaaga (Zambie)
<u>Rapporteur</u> :	M. Ove F. Heyman (Suède) a été élu Rapporteur du Comité préparatoire, en remplacement de M. Börje Billner.

Ordre du jour de la deuxième session du Comité préparatoire

5. L'ordre du jour, adopté par le Comité préparatoire, figure à l'Annexe III.

Organisation des travaux

6. Le Comité préparatoire, sur recommandation du Bureau, a adopté son programme de travail pour la deuxième session. Vu le nombre des questions inscrites à l'ordre du jour de la session, le Comité a décidé d'en examiner certaines en séance plénière, et il en a renvoyé d'autres à des sous-comités pléniers 1/ qui, comme la plénière, pourraient entamer et mener à terme l'examen des questions dont ils étaient saisis. Les rapports des sous-comités sont incorporés dans le présent rapport.

1/ Le Sous-Comité A a élu M. B. de AZEVEDO BRITO Président, et M. G.C. BUTLER Rapporteur.
Le Sous-Comité B a élu M. L.G. MOSTERTMAN Président, et M. S. DRAZ Rapporteur.

Les points de l'ordre du jour ont été répartis comme suit :

Séances plénières

1.. Questions de procédure

- a) Ouverture de la session
- b) Election du bureau
- c) Adoption de l'ordre du jour
- d) Organisation des travaux de la session

2. Le programme de la Conférence

(Déclaration du Secrétaire général de la Conférence et observations des délégations sur la déclaration du Secrétaire général de la Conférence)

3. d) Participation nationale

- e) Participation d'organisations autres que les gouvernements et les Nations Unies

4. Information et éducation

5. Réunions futures du Comité préparatoire

6. Questions diverses

7. Adoption du rapport sur la deuxième session

Sous-Comité A

Ordre du jour et programme de travail de la Conférence

2. Le programme de la Conférence

- a) Conception fondamentale du programme et choix des questions et sujets susceptibles d'être inscrits à l'ordre du jour
- b) Aspects économiques, financiers et sociaux
- c) Incidences institutionnelles internationales

3. Questions d'organisation

- a) Structure de la Conférence
- b) Documentation à établir avant la Conférence
- c) Plan et méthodes de travail pour la période précédant la Conférence

Sous-Comité B

Actions à mener à terme à la Conférence

2. Le programme de la Conférence

- c) Déclaration sur l'environnement

Autres questions pour lesquelles il est proposé de mener à terme une action à la Conférence

II. LE PROGRAMME DE LA CONFERENCE

Déclaration du Secrétaire général de la Conférence et observations générales des délégations

7. Une des questions les plus importantes examinées dans le rapport du Secrétaire général à la deuxième session du Comité préparatoire 1/ concernait l'ordre du jour et le programme de la Conférence de Stockholm. Dans ce rapport, le Secrétaire général présentait quelques observations préliminaires sur le programme de la Conférence et y ajoutait une liste des sujets proposés, de diverses sources, pour inscription à l'ordre du jour de la Conférence. Il signalait aussi la nécessité de prévoir d'autres consultations avec les gouvernements, les institutions des Nations Unies et les autres organisations intéressées avant qu'il ne puisse présenter au Comité préparatoire des recommandations précises sur le programme et l'ordre du jour de la Conférence.

8. Dans sa déclaration et dans les documents qui l'accompagnent, le Secrétaire général de la Conférence a présenté des propositions précises au sujet de la structure et du programme prévus pour la Conférence. Il a traité de façon approfondie de la documentation de la Conférence et il a donné des détails sur la nature des communications demandées aux gouvernements, à l'ONU et à d'autres organisations. Il a indiqué les dates auxquelles ces communications doivent parvenir au secrétariat et a donné un aperçu des autres travaux préparatoires 2/. En outre, il a décrit les mesures prises en vue de faciliter la participation des pays en voie de développement à la Conférence. La déclaration du Secrétaire général est reproduite à l'Annexe IV du présent rapport.

9. La discussion générale qui a suivi a confirmé le bien-fondé de l'avis exprimé par le Comité préparatoire à sa première session et des recommandations de l'Assemblée générale des Nations Unies et du Conseil économique et social tendant à ce que la Conférence de Stockholm, en tant que conférence d'Etats, soit orientée essentiellement vers l'action. Les principales questions soulevées à l'examen du Comité dans le rapport du Secrétaire général et dans sa déclaration liminaire ont été examinées dans les exposés de la plupart des délégations qui ont pris part à la discussion générale.

10. La discussion générale a montré que les participants s'accordaient généralement à penser que la Déclaration sur l'environnement constituerait un engagement pris par tous les pays pour préserver l'habitat global de l'humanité. Plusieurs délégations ont estimé que, compte tenu de l'idée qui est à la base de la Conférence de Stockholm, la Déclaration pourrait ainsi être une réalisation de grande importance; formellement, elle n'aurait pas de force obligatoire, mais elle posséderait néanmoins le poids d'une déclaration résultant d'une entente de tous les pays, ce qui lui conférerait une force morale. De l'avis général du Comité, la Déclaration devrait être brève, concise et constituer une source d'inspiration.

1/ Voir documents A/CONF.48/PC.8 et Add.1.

2/ Voir Annexe V.

11. La Déclaration devrait s'adresser principalement à l'opinion publique et énoncer des principes d'action à l'intention des Etats et de la communauté internationale. En ce qui concerne les travaux préparatoires et les négociations, il a été proposé de créer un groupe de travail intergouvernemental chargé de fournir l'orientation et les avis nécessaires au cours des divers stades de l'élaboration. Il a été entendu qu'à sa troisième session, le Comité préparatoire consacrerait une partie importante de son temps à l'examen d'un premier projet de la Déclaration.

12. Il a été entendu que les divers pays entreprendraient la recherche de solutions aux problèmes de la pollution de la mer au moyen d'une action concertée et que la question ferait l'objet d'un examen quant au fond lors de la Conférence de 1972, à la lumière des divers aspects de l'activité humaine qui ont des incidences sur le milieu marin. Si de nombreuses délégations estimaient que la Conférence de l'OMCI et la Conférence sur le droit de la mer en 1973 offrirait une bonne occasion pour l'adoption de conventions sur certains aspects de la pollution de la mer, la plupart des délégations pensaient que la Conférence de Stockholm donnerait lieu à un examen portant sur tous les aspects de la pollution de la mer, y compris les sources et les effets. Au cours du débat, les représentants ont souligné à diverses reprises la nature globale de cette question. De nombreuses délégations ont insisté toutefois sur le fait que des accords régionaux et sous-régionaux pourraient être extrêmement utiles, du moins initialement, dans la prévention ou la lutte contre la pollution du milieu marin. Un certain nombre de délégations ont estimé que les travaux et les études déjà en cours dans les organismes des Nations Unies pourraient être stimulés par la Conférence de Stockholm, ce qui donnerait plus de poids aux décisions que prendront la Conférence de l'OMCI et la Conférence sur le droit de la mer.

Il a été jugé utile que le Comité préparatoire crée un Groupe de travail intergouvernemental chargé d'étudier la question en vue d'orienter le Secrétaire général de la Conférence dans ses consultations avec les gouvernements, les institutions des Nations Unies et d'autres organisations sur la préparation de la documentation pour la Conférence de Stockholm et dans le choix des questions relevant de ce domaine qui sont susceptibles d'une action au niveau III, c'est-à-dire d'actions qui peuvent être menées à terme à la Conférence, fût-ce à un premier stade.

13. La plupart des délégations ont reconnu que, pour l'action concernant de nombreux problèmes écologiques déterminés, il était important qu'on puisse acquiescer systématiquement des données à l'échelle mondiale. Dans toute entreprise internationale de ce genre, il faudra tenir compte des droits souverains des Etats participants. Plusieurs pays ont mentionné la nécessité d'adopter des normes communes et d'assurer la compatibilité des techniques de mesure, ce qui permettra d'ailleurs de créer la base nécessaire pour l'établissement de normes et de critères mondiaux concernant les problèmes de l'environnement. Plusieurs délégations ont appelé l'attention sur le nombre des systèmes de surveillance existants, nationaux et internationaux, et ont fait ressortir qu'il importait, à divers points de vue, d'utiliser les connaissances et les données d'expérience disponibles et de réserver, dans toute étude des besoins futurs, une place appropriée aux systèmes actuels.

14. Certains membres du Comité préparatoire ont souligné l'importance du rapport sur l'état de l'environnement (niveau I), qui fournira, quant aux idées, le cadre pour l'organisation des divers débats de la Conférence et qui permettra aussi de tenir compte de toute autre discussion pertinente des problèmes de l'environnement. Ce rapport s'adressera à un public aussi vaste que possible et contiendra les éléments des actions à exercer sur le milieu, mais il ne constituera pas en soi un document destiné à être examiné à la Conférence.

15. La discussion générale a permis de constater que les participants acceptaient l'idée du Secrétaire général de la Conférence selon laquelle la majeure partie des décisions de fond à la Conférence de Stockholm se situeraient au niveau II - niveau du plan d'action - où seront énoncés les éléments du programme de travail fondamental dans l'environnement à l'échelle internationale pour la période postérieure à la Conférence. Il a été souligné que les questions correspondant au plan d'action au niveau II devraient couvrir des sujets tenant compte de façon équilibrée des intérêts des pays développés et des pays en voie de développement.

16. Les délégations ont manifesté un intérêt égal pour un certain nombre de sujets déterminés susceptibles d'une action au niveau III et qui, par conséquent, exigent qu'on entreprenne immédiatement des préparatifs. Dans certains cas, il apparaissait clairement que la distinction entre les niveaux II et III devait être aussi souple que possible afin que certaines questions puissent être entièrement réglées à la Conférence, même si à l'origine l'examen ne devait se faire qu'au niveau II - et réciproquement. Un certain nombre de délégations ont présenté des propositions précises sur des questions qu'il faudrait examiner en vue d'une action au niveau III. On trouvera aux paragraphes 37 à 39 ci-après des indications plus détaillées sur ces propositions et sur les recommandations qu'a faites à leur sujet le Comité préparatoire.

17. Il a été généralement reconnu qu'il était de la plus haute importance d'avoir un aperçu des mécanismes nécessaires pour l'exécution du programme qui résultera de la Conférence de Stockholm. Les délégations ont estimé toutefois qu'il était trop tôt pour examiner en détail la nature des mécanismes qui pourraient être nécessaires. La question sera étudiée de façon suffisamment détaillée pour être discutée à la troisième session et pour un examen complet à la Conférence de Stockholm.

18. La discussion générale a permis de constater que les délégations reconnaissaient généralement que les problèmes de l'environnement intéressent tous les pays, quel que soit le niveau de leur développement, mais il a été admis qu'il convenait d'insister tout particulièrement sur les problèmes des pays en voie de développement. On a estimé que, loin de retarder le développement, les mesures prises pour la protection de l'environnement doivent faire partie intégrante du processus de développement économique et social. Comme la question du développement et de l'environnement constitue un problème central dans les préparatifs pour la Conférence de Stockholm, les délégations ont accueilli avec satisfaction le rapport du Secrétaire général de la Conférence sur les propositions qu'il a faites en vue de la convocation de cycles d'étude régionaux aussitôt que possible, afin de recueillir des suggestions sur les sujets reliés aux questions inscrites à l'ordre du jour de la Conférence et ayant des incidences directes sur les problèmes qui préoccupent le plus les pays en voie de développement. Quelques délégations ont aussi présenté des propositions précises

au sujet de certaines autres questions à faire figurer à l'ordre du jour de la Conférence et à propos desquelles ce problème pourrait être examiné.

19. En raison de l'intérêt exprimé pour les travaux de la CEE relatifs à sa Conférence sur l'environnement - qui doit se tenir à Prague du 2 au 15 mai 1971 - le Comité préparatoire a été heureux de l'occasion offerte d'entendre M. J. Stanovnik, Secrétaire exécutif de la CEE, au sujet des travaux préparatoires de cette Conférence. Dans son rapport sur l'état d'avancement des travaux, le Secrétaire exécutif a souligné les questions principales inscrites au programme de la Conférence de Prague et qui présentent un intérêt particulier pour les travaux du Comité préparatoire et de la Conférence des Nations Unies qui se tiendra en 1972. Il a été pris note de l'importance considérable que la Conférence de Prague pourrait avoir pour la préparation de la Conférence de Stockholm.

Conception fondamentale du programme de la Conférence,
questions et thèmes de discussion à inscrire à l'ordre du jour^{1/}

20. Le Comité préparatoire a proposé l'ordre du jour de la Conférence reproduit ci-dessous et les annotations ci-après aux questions de fond de cet ordre du jour visées dans les sections suivantes.

ORDRE DU JOUR PROPOSE POUR LA CONFERENCE

1. Cérémonie d'ouverture
2. Election du Bureau
3. Adoption de l'ordre du jour
4. Déclaration liminaire du Secrétaire général de la Conférence
5. Constitution des commissions, etc.
6. Discussion générale (Plénière)
7. La planification et la gestion des établissements humains en vue de sauvegarder la qualité de l'environnement (Commission I)
8. La gestion des ressources naturelles dans ses rapports avec l'environnement (Commission II)
9. Détermination des polluants et des nuisances d'importance internationale et lutte contre ces pollutions et nuisances (Commission III)
10. Aspects éducatifs, sociaux et culturels des problèmes de l'environnement et problèmes connexes d'information (Commission I)
11. Le développement et l'environnement (Commission II)
12. Incidences internationales, sur le plan de l'organisation, des propositions d'action (Commission III)
13. Adoption du plan d'action
14. Adoption formelle de mesures concrètes (actions finales)
15. Adoption et signature de la Déclaration sur l'environnement
16. Cérémonie de clôture

^{1/} Y compris les aspects économiques, financiers et sociaux, ainsi que les incidences sur les organisations internationales.

ELEMENTS A PRENDRE EN CONSIDERATION A PROPOS DES POINTS DE L'ORDRE DU JOUR QUI ONT ETE PROPOSES

A. A propos de chacun des thèmes de discussion, les facteurs ci-après seraient étudiés tout spécialement du point de vue des possibilités d'action :

- i) Le rassemblement, l'interprétation, le classement et la diffusion de données et de renseignements de nature à faciliter la prise de décision; les types de données et de renseignements nécessaires et leurs sources; les mécanismes propres à assurer de façon efficace le rassemblement, le classement, la diffusion et l'utilisation des données.
- ii) Les travaux d'analyse, d'évaluation et de recherche nécessaires pour définir les problèmes, prévoir les tendances futures importantes, aider à élaborer des solutions nouvelles, des techniques nouvelles et des moyens nouveaux d'améliorer la qualité de l'environnement et d'en évaluer la qualité future; identification des lacunes existant dans les connaissances et la technologie et des déficiences dans la capacité.
- iii) Critères, normes et principes directeurs à établir pour porter la qualité de l'environnement au niveau optimal; élaboration de méthodes et de techniques d'application et de coordination.
- iv) Détermination et évaluation des principales possibilités de développement; critères et techniques à employer, lors de l'examen des possibilités de développement, pour comparer les avantages et inconvénients respectifs des facteurs économiques et sociaux.
- v) Incidences économiques et financières des politiques et des programmes; choix entre différentes mesures financières et fiscales.
- vi) Facteurs d'ordre législatif ou juridique, ou liés à l'organisation et à l'administration - harmonisation des politiques; dispositions législatives nécessaires sur le plan national pour compléter et soutenir les politiques et programmes locaux ainsi que les mesures adoptées à l'échelon international; dispositions à prendre, sur le plan de l'organisation et de l'administration, à l'échelon national, régional et international en vue de l'exécution et de l'application de politiques.
- vii) Préoccupations particulières des pays en voie de développement; problèmes de régions en voie de développement déterminées; ressources financières supplémentaires nécessaires; rôle des programmes d'assistance au développement.
- viii) Activités menées et envisagées par les organismes des Nations Unies dans ce domaine et capacité de ces organismes de mettre en oeuvre les propositions d'action.

B. A propos de chacun des six thèmes principaux, les éléments ci-après pourraient être étudiés dans le cadre de l'ordre du jour de la Conférence :

I. PLANIFICATION ET GESTION DES ETABLISSEMENTS HUMAINS EN VUE DE SAUVEGARDER LA QUALITE DE L'ENVIRONNEMENT

a) La planification générale du développement en tant que moyen d'introduire la notion d'environnement dans les programmes de développement des établissements humains à l'échelon national, régional et local; les droits de l'homme en rapport avec

l'environnement et les coûts et avantages socio-économiques en tant que critères fondamentaux de la planification et de l'exécution des décisions; moyens d'éviter la répétition de situations et de politiques inadéquates et défectueuses dans le domaine de l'environnement; utilisation optimum des terres et de l'espace.

b) Gestion des établissements humains - Appareil gouvernemental et mécanisme administratif de prise de décisions concernant la planification, l'exécution et la gestion des établissements humains; mesures juridiques, économiques et fiscales concernant le développement des établissements humains; la réforme foncière urbaine en tant que moyen d'améliorer l'environnement;

A propos de la planification et l'aménagement de l'habitat humain, il conviendra de tenir compte des éléments ci-après :

- i) Accroissement démographique et répartition de la population - facteurs influant sur les migrations de population vers les zones urbaines; tendances de l'urbanisation; relations entre zones urbaines et zones rurales; planification intégrée du développement des zones urbaines et des zones rurales; les aspects sociaux du processus de peuplement et ses rapports avec l'environnement.
- ii) Aménagement des zones rurales - planification de l'aménagement des zones rurales, compte tenu en particulier des besoins, des problèmes et des priorités des pays en voie de développement.
- iii) Industrie - répartition, sur le plan national et régional, des moyens de production, implantation des industries par rapport à l'habitat. Mesures de réglementation et d'encouragement influant sur le développement industriel, compte tenu en particulier des zones et des villes industrielles. Normes de qualité de l'environnement applicables aux lieux de travail.
- iv) Logement et prolongements du logis - les besoins de l'homme et l'évolution des normes; mobilisation des ressources techniques, financières et humaines.
- v) Zones de transition et zones marginales - problèmes d'installation des immigrants, amélioration des conditions de vie et des services dans les zones de taudis, conflits particuliers surgissant dans le domaine de l'environnement dans les banlieues et les zones périphériques à caractère mi-rural, mi-urbain; problèmes des quartiers centraux des villes.
- vi) Activités récréatives et loisirs - moyens et espaces attribués aux activités récréatives et leur rôle du point de vue de l'environnement dans le contexte des réseaux d'établissements. Rapports entre le tourisme et l'environnement.
- vii) Transports et communications - rapports entre l'environnement et le développement des réseaux de transports routiers, ferroviaires, urbains et interurbains; services terminaux (aéroports, docks, etc.); possibilités de substituer les télécommunications aux transports dans certains cas.

- viii) Adduction d'eau, évacuation des eaux usées et des déchets - sources, consommation et normes de qualité de l'eau; évacuation des déchets humains et industriels, techniques de récupération, rôle de l'infrastructure dans le processus de peuplement.
- ix) Santé et bien-être de l'homme - facteurs influant sur la santé physique et mentale; pollution et nuisances - les normes et leur application dans le contexte de l'aménagement des zones urbaines; problèmes du bruit, du surpeuplement et de la densité de développement; caractéristiques particulières des micro-climats urbains.
- x) Facteurs sociaux, culturels et esthétiques - attitudes et facteurs culturels, problèmes posés par la création d'un esprit communautaire; développement et préservation des valeurs esthétiques; préservation et utilisation de sites historiques, culturels et naturels importants.

II. LA GESTION DES RESSOURCES NATURELLES DANS SES RAPPORTS AVEC L'ENVIRONNEMENT

a) Moyens d'introduire la notion d'environnement dans la planification et la gestion d'ensemble de la mise en valeur des ressources naturelles; relations entre l'exploitation, le transport et l'utilisation des ressources naturelles et les considérations relatives à l'environnement à l'échelon national, régional et global. A propos de la planification et de la gestion des ressources naturelles, il conviendra de prendre en considération les éléments ci-après compte dûment tenu du principe de la souveraineté nationale :

- i) Agriculture et sols - emploi des produits chimiques (par exemple pesticides, herbicides et engrais); choix des solutions techniques; traitement des déchets animaux; productivité animale; productivité végétale; aspects écologiques des monocultures; érosion.
- ii) Sylviculture - boisement; écologie des régions forestières; incidences des mesures de protection de l'environnement dans les forêts pour les industries forestières.
- iii) Pêcheries et autres ressources aquatiques - préservations des populations et des espèces; effets de la mise en valeur des terres et de la pollution sur les pêcheries intérieures.
- iv) Faune et flore sauvages et ressources récréatives - conservation de la faune et de la flore sauvages; protection et mise en valeur des réserves naturelles et des régions inhabitées; parcs nationaux, plages et autres lieux de récréation; incidences du tourisme et incidences pour le tourisme.
- v) Eau - préservation de la qualité de l'eau; l'aménagement et l'utilisation des ressources en eau et leurs incidences sur l'environnement; problèmes particuliers relatifs aux cours d'eau et aux lacs en tant que milieu récepteur et véhicules de divers polluants.
- vi) Air - la qualité de l'air, considéré comme ressource indispensable pour la vie.
- vii) Energie - aspects de la production et de l'utilisation de l'énergie qui touchent l'environnement; autres sources et techniques possibles; problèmes particuliers relatifs à l'énergie nucléaire et aux combustibles fossiles.

- viii) Minéraux - rapports entre l'environnement et les opérations d'extraction, l'implantation et la création d'installations de traitement (ressources pétrolières non comprises); problèmes particuliers de l'industrie pétrolière.
- ix) Transports - relations entre les moyens de transport et le développement et l'utilisation des ressources; rapport entre l'environnement et les réseaux internationaux de transports.

b) Gestion des ressources naturelles présentant une importance particulière à l'échelle régionale, par exemple ressources relevant de plus d'une juridiction nationale (bassins fluviaux, eaux intérieures); lutte contre la pollution en vue d'en prévenir les effets dans d'autres pays.

c) Effets des interventions de l'homme sur les systèmes écologiques naturels; problèmes écologiques spéciaux des régions arides, des régions tropicales, des régions arctiques, des marais et des îles.

III. DETERMINATION DES POLLUANTS ET DES NUISANCES D'IMPORTANCE INTERNATIONALE, ET LUTTE CONTRE CES POLLUANTS ET NUISANCES

a) Principales sources et principaux types de polluants et de nuisances d'importance internationale :

- i) Détermination des principales sources et des tendances futures - par exemple, production manufacturière, activités minières, production d'énergie, agriculture, transports par voie d'eau, transports aériens, transports terrestres (en particulier les transports automobiles), activités nucléaires, zones de peuplement.
- ii) Détermination des principaux types de polluants, de leur dispersion et de leur transformation.
- iii) Détermination des mesures économiques et fiscales permettant d'améliorer la qualité de l'environnement : stimulants, subventions, sanctions, indemnisations, interdictions, impôts, tarification des déversements d'effluents. Normes de déversement, critères de qualité de l'environnement, prescriptions techniques, harmonisation des politiques, traitement des groupes d'intérêts particuliers, planification industrielle.

b) Effets des polluants et des nuisances d'importance internationale :

- i) Transmission des polluants dans la biosphère; contamination par les chaînes alimentaires, par l'eau et l'air; critères, normes et directives applicables aux niveaux maximums admissibles d'exposition.
- ii) Détermination et évaluation des principaux effets graves et durables sur la santé de l'homme, y compris les effets sur le développement génétique de l'homme.
- iii) Détermination et évaluation des effets parallèles sur d'autres organismes vivants et sur les sols.
- iv) Détermination et évaluation des effets sur le climat; modification de la composition chimique de l'atmosphère; formation de couches nuageuses, dégagements de chaleur.
- v) Détermination et évaluation des effets sur les biens, matériaux, bâtiments, constructions, etc.; problèmes de corrosion.

c) Action concertée pour la préservation et l'amélioration de la qualité de l'environnement global :

- i) Atmosphère - mesures à prendre pour contrôler les effets des variations de la composition et des conditions de l'atmosphère.
- ii) Hydrosphère - mesures à prendre pour assurer l'utilisation, la gestion et la conservation rationnelles des ressources en eau du point de vue de la qualité de l'environnement; propositions précises concernant la prévention et la suppression de la pollution des mers à l'échelon international.
- iii) Terres - mesures à prendre pour déterminer, évaluer et influencer les changements dans la composition et l'état des terres, des sols et des eaux souterraines du point de vue de l'environnement.
- iv) Espace extra-atmosphérique - mesures à prendre pour déterminer et prévenir les dangers de pollution pouvant découler de l'activité de l'homme dans l'espace extra-atmosphérique.
- v) Mesures à prendre pour déterminer et étudier les éléments principaux du système qui sous-tend la vie planétaire, application de l'approche par système à la planification globale de l'environnement.

d) Moyens de minimiser et éventuellement d'empêcher les conséquences néfastes des catastrophes naturelles; par exemple inondations, tremblements de terre, typhons, y compris l'amélioration des méthodes permettant de donner l'alerte aux personnes menacées par une catastrophe naturelle.

IV. ASPECTS EDUCATIFS, SOCIAUX ET CULTURELS DES PROBLEMES DE L'ENVIRONNEMENT

a) Education

Moyens d'inclure les principes relatifs à l'environnement et à l'écologie dans l'enseignement officiel à tous les niveaux; répercussions sur le fond et la forme de l'enseignement.

Moyens de constituer une main-d'oeuvre compétente grâce à l'enseignement; formation à tous les aspects de la gestion de l'environnement; types de compétences requises et moyens les plus efficaces de développer ces compétences à l'échelon national et international.

Rôle de l'éducation des adultes, y compris l'éducation des ouvriers et des cadres.

b) Information

Moyens d'information du public, et notamment des enfants et de la jeunesse, pour qu'ils coopèrent à l'amélioration de l'environnement; mesures propres à susciter l'intérêt et la participation des jeunes aux activités relatives à l'environnement; élaboration et présentation de renseignements au public pour lui permettre d'apprécier les coûts et avantages des diverses politiques et mesures possibles.

c) Aspects sociaux

Effets des considérations relatives à l'environnement sur les relations entre les êtres humains; incidences de la situation démographique et du comportement des sociétés sur l'environnement.

d) Aspects culturels

Considérations relatives au niveau culturel et à la qualité de l'existence; rapports entre l'environnement et les droits de l'homme; élaboration et acceptation d'une "éthique de l'environnement".

V. LE DEVELOPPEMENT ET L'ENVIRONNEMENT

a) Les politiques en matière d'environnement en tant qu'élément de la planification globale du développement compte tenu spécialement des problèmes, intérêts, besoins et priorités particuliers des pays en voie de développement; liens et relations avec la stratégie de la deuxième Décennie du développement.

b) Problèmes, priorités, perspectives et actions en matière d'environnement concernant les pays en voie de développement.

c) Les mesures prises dans le domaine de l'environnement à l'échelon national et international et leurs incidences sur la croissance économique; la croissance économique et ses incidences sur l'environnement.

d) Moyens de calculer les coûts des facteurs mésologiques dans les transactions économiques et de prévoir la répartition de ces coûts; élaboration de critères et de méthodes d'évaluation et de présentation des facteurs sociaux dans l'analyse des coûts et avantages des différentes politiques et mesures possibles; moyens et critères permettant d'établir un lien entre les indicateurs de croissance économique et les facteurs de la qualité de l'existence.

e) Incidences fiscales de la planification, de la conservation et de la mise en valeur des ressources naturelles et des programmes pour la décontamination de l'air, le traitement de l'eau et l'élimination des déchets industriels.

f) Considérations relatives à l'environnement dans le choix de l'emplacement des nouvelles industries aux niveaux national et international, tout particulièrement en ce qui concerne l'implantation d'industries nouvelles dans des zones de faible concentration industrielle, par exemple dans les pays en voie de développement.

g) Ressources nécessaires pour améliorer la qualité de l'environnement à différents stades du développement économique; incidences de différentes possibilités d'utilisation des ressources et des courants de ressources; financement de programmes internationaux d'action, de coopération technique et d'assistance dans le domaine de l'environnement, ces programmes devant tenir compte particulièrement des pays en voie de développement.

h) Incidences des considérations relatives à l'environnement sur le commerce international, l'assistance technique et l'aide au développement, et notamment sur le transfert des techniques, les dépenses qu'il exige et son financement.

VI. INCIDENCES INTERNATIONALES, SUR LE PLAN DE L'ORGANISATION, DES PROPOSITIONS D'ACTION

a) Examen des fonctions qui devraient être exercées à l'échelle internationale si les propositions d'action de la Conférence étaient acceptées.

b) Examen de la situation institutionnelle internationale sous l'angle des problèmes de l'environnement et en particulier en fonction des propositions d'action examinées par la Conférence; activités courantes et futures et capacité des organisations existantes, en particulier des organismes des Nations Unies.

c) Etude des différents moyens qui permettraient d'exercer les fonctions requises, compte tenu particulièrement de la capacité des organismes des Nations Unies; moyens de répondre aux besoins particuliers des pays en voie de développement; dispositions particulières à prendre pour répondre aux besoins à l'échelon régional.

OBSERVATIONS ET COMMENTAIRES

Généralités

21. Les annotations de l'ordre du jour ont été adoptées, étant entendu que tous les points de l'ordre du jour annoté ne feraient pas nécessairement l'objet de mémorandums d'action. Plusieurs délégations ont insisté pour que la portée réelle du thème à examiner soit déterminée avec soin, compte tenu des délais et des priorités proposés pour la Conférence de Stockholm. Il a été entendu que l'inclusion des différents thèmes de discussion dans les annotations de l'ordre du jour ne préjugerait aucune décision quant aux mesures à prendre à leur sujet, non plus que la création d'un organisme à cette fin. En outre, plusieurs délégations ont exprimé la conviction que les plans d'action proposés ne devraient mener ni à la création ni à la prolifération de nouveaux mécanismes, et que tout devrait être fait pour que les travaux soient exécutés dans le cadre des organismes et programmes existants.

22. Une délégation a demandé que l'on attache une attention particulière, dans le cadre des thèmes de discussion I, II et III, à la question de la gestion et de l'utilisation de l'eau. Une autre délégation a demandé que l'on étudie d'une façon approfondie la question de la santé physique et mentale de l'homme, particulièrement dans le cadre des thèmes I et II.

Thème II

23. Lors de l'adoption de la subdivision a) v), relative à l'eau, certaines délégations ont exprimé le désir que l'on tienne suffisamment compte des conséquences écologiques des barrages et des réservoirs. Toutefois, d'autres délégations ont estimé que les problèmes écologiques, même s'ils venaient à se poser effectivement, n'étaient pas d'une importance primordiale au regard des énormes avantages économiques pour la mise en valeur des régions considérées.

Thème III

24. Une délégation a demandé que lors de la préparation du rapport de situation le thème soit traité comme suit : sources et types de polluants dangereux, transmission de ces polluants à l'homme, effets aigus et effets à long terme de ces polluants sur l'homme, normes, et surveillance aux fins de la recherche et de l'application des normes. Une autre délégation a demandé que la Conférence de Stockholm concentre son attention sur la pollution du milieu marin par les agents autres que les hydrocarbures et les matières radioactives, afin d'éviter les doubles emplois inutiles avec les activités des institutions existantes, et que des accords soient envisagés sur une base régionale.

Thème IV

25. Tout en reconnaissant l'importance de ce thème en tant que sujet de discussion, plusieurs délégations ont exprimé le désir que la Conférence de Stockholm n'y consacre pas plus de temps et plus d'attention qu'il ne faudrait.

Thème V

26. Se référant à la subdivision g), deux délégations ont insisté pour que le financement des programmes internationaux soit assuré par prélèvement sur les budgets actuels des organisations internationales. Quelques délégations se sont prononcées contre la subdivision h) sous sa forme actuelle, et une délégation a critiqué l'importance donnée à l'ensemble de cette section.

Déclaration sur l'environnement

27. Le Comité préparatoire a été informé qu'à la date du 11 février 1971, 14 réponses étaient parvenues à la lettre et au questionnaire du Secrétaire général en date du 21 décembre 1970 invitant les gouvernements à présenter des observations sur la forme et la teneur éventuelles d'un projet de déclaration.

28. De l'avis général, la déclaration pouvait constituer l'un des documents les plus importants de la Conférence de Stockholm et elle devrait être soigneusement préparée par un groupe de travail intergouvernemental siégeant dans l'intervalle des sessions du Comité préparatoire. Il a été décidé que le groupe de travail intergouvernemental comprendrait tous les Etats membres du Comité préparatoire et tels autres Etats membres qui exprimeraient le désir de participer à ses travaux. Ce groupe devrait se réunir à New York. Sa première réunion, qui serait brève et consacrée aux questions d'organisation devrait avoir lieu aussitôt que possible après la fin de la deuxième session; une réunion consacrée au fond de la question devrait avoir lieu en mai-juin afin que les résultats, y compris un projet de déclaration, soient disponibles bien avant la troisième session du Comité préparatoire. Le Secrétaire général a été prié de renouveler l'invitation adressée aux gouvernements membres à présenter leurs observations sur le questionnaire ou sur d'autres problèmes qui pourraient éventuellement figurer dans le projet de déclaration, afin que le groupe de travail intergouvernemental puisse en tenir compte et se fonder, dans ses débats, sur un plus grand nombre de réponses des gouvernements, ainsi que sur le résumé des débats de la présente session. Le Comité a demandé instamment que le Groupe de travail intergouvernemental s'acquitte de sa tâche de telle façon que le Comité puisse examiner en détail un projet préliminaire de déclaration à sa troisième session.

29. Le Comité préparatoire a consacré une discussion générale à la déclaration, à ses principaux objectifs ainsi qu'à sa forme et à son contenu éventuels. De l'avis général, la déclaration devrait être conçue comme une source d'inspiration et elle devrait être concise dans ses termes; elle devrait être aisément compréhensible par le grand public afin de pouvoir servir d'instrument efficace d'enseignement et stimuler la prise de conscience par le public et la participation des collectivités à l'action nécessaire pour protéger l'environnement.

30. La plupart des membres du Comité ont estimé que la déclaration devrait être un document énonçant des principes fondamentaux universellement reconnus recommandés en vue d'une action des individus, des Etats et de la communauté internationale.

31. En ce qui concerne la structure de la déclaration, il a été généralement admis qu'elle devrait contenir un préambule qui serait une source d'inspiration.

32. Une certaine divergence d'opinions s'est manifestée sur la question de savoir dans quelle mesure la déclaration devrait énoncer aussi des principes d'action déterminés. Toutefois, la majorité des participants ont jugé que, si la déclaration pouvait esquisser les buts et objectifs généraux, elle ne devait pas énoncer de programme d'action détaillé qui serait mieux à sa place dans le contexte d'autres mesures à prendre par la Conférence (p. ex. résolutions, conventions).

33. On a fait observer que, en raison de sa nature même, la déclaration ne devrait pas formuler de dispositions ayant force obligatoire, notamment en ce qui concerne les relations entre les Etats et les individus ou entre ces derniers, considérées en principe comme relevant de la législation interne des Etats. La déclaration pourrait toutefois, de l'avis de certaines délégations, fournir une contribution importante en reconnaissant universellement le droit fondamental de l'individu à un environnement satisfaisant lui permettant de jouir des droits de l'homme. D'autres délégations ont estimé que la déclaration pourrait énoncer, dans une section distincte, des principes généraux applicables aux droits et obligations des Etats à l'égard de l'environnement. Certaines délégations ont émis l'opinion que la déclaration devrait mettre l'accent sur les responsabilités des Etats et sur la nécessité de se solidariser pour résoudre les problèmes de l'environnement.

34. L'importance d'une coopération internationale en vue de régler les problèmes de l'environnement a été soulignée. Le Comité préparatoire a estimé qu'il serait souhaitable que la déclaration insiste sur la nécessité, pour les Etats, de légiférer en vue de protéger et de préserver l'environnement, de même que sur la nécessité d'une coopération internationale à cette même fin.

35. Le Comité a été d'avis que le rapport entre l'environnement et le développement est un problème d'importance cruciale et qu'il serait bon de mentionner dans la déclaration la protection des intérêts des pays en voie de développement.

36. Quant à la question de savoir si la déclaration doit contenir une définition de l'expression "environnement", de nombreuses délégations ont estimé qu'il serait difficile, au stade actuel, de parvenir à un accord sur une définition satisfaisante qui ne soit pas trop restrictive, et qu'en s'efforçant de formuler une définition, on risquerait de retarder inutilement les travaux préparatoires concernant le fond même du projet de déclaration. Certains représentants se sont toutefois prononcés en faveur d'une définition en tant qu'élément nécessaire pour préciser et orienter l'action future en matière d'environnement.

Autres questions pour lesquelles il est proposé de mener à terme une action à la Conférence (action au niveau III)

A. Pollution de la mer

37. Le Comité préparatoire a entendu des exposés des diverses activités des organisations du système des Nations Unies dans le domaine de la pollution de la mer, émanant de représentants du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, de l'UNESCO et de l'Organisation météorologique mondiale. Il est apparu, d'après ces exposés, que beaucoup de ces activités étaient menées conjointement, comme en témoignent notamment les travaux du Groupe mixte OMCI/FAO/OMS/OMM/AIEA d'experts chargé d'étudier les aspects scientifiques de la pollution des mers, le Programme élargi et à long terme d'exploration et de recherches océanographiques et le Réseau mondial intégré de stations océanographiques relevant de la Commission océanographique intergouvernementale, ainsi que le rapport en cours de préparation comme suite à la résolution 2566 (XXIV) de l'Assemblée générale relative à l'encouragement de mesures efficaces pour prévenir la pollution des mers et y faire face. On a fait état à maintes reprises, dans ces exposés, en rapport direct avec la question de la pollution de la mer, de la Convention de 1954 pour la prévention de la pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures, de la Conférence technique de la FAO sur la pollution des mers qui s'est tenue en 1970 et des conférences sur les pollutions de toute nature imputables aux navires et sur le droit de la mer, qui auront lieu en 1973.

38. Le Comité préparatoire a consacré une discussion générale aux problèmes de la pollution de la mer. On s'est accordé à reconnaître que leur urgence, leur importance et leur complexité justifiaient la création d'un groupe de travail intergouvernemental de la pollution de la mer, qui examinerait le problème dans son ensemble et tenterait de mettre au point un plan intégré pour lutter contre cette pollution. Ce plan tiendrait dûment compte des secteurs où travaillent déjà des organismes des Nations Unies ainsi que de ceux dans lesquels des initiatives pourraient être nécessaires.

39. Il examinerait la pollution de la mer provoquée par des activités menées sur terre, sur mer ou dans les fonds marins, ainsi que la question des polluants provenant de l'atmosphère. On a souligné, à cet égard, l'importance que revêtaient les activités nationales, sous-régionales et régionales, aussi bien que les activités internationales, de même que la nécessité d'aider les pays en voie de développement à prendre des mesures de lutte contre la pollution de la mer. Plusieurs délégations ont pensé qu'en plus de ce plan, le Groupe de travail intergouvernemental pourrait présenter à la Conférence de Stockholm un certain nombre de principes dont on s'inspirerait dans l'action future entreprise dans le domaine de la pollution de la mer.

40. Diverses opinions ont été émises sur l'opportunité d'adopter à la Conférence même des mesures particulières de lutte contre la pollution de la mer. Plusieurs délégations ont considéré qu'il y aurait lieu d'adopter à Stockholm des mesures particulières sur des problèmes tels que le déversement délibéré à la mer de matières toxiques et les émissions d'hydrocarbures chlorés dans l'environnement. Plusieurs délégations ont déclaré que ces mesures n'étaient pas nécessairement à incorporer dans des conventions.

D'autres délégations ont estimé qu'il ne serait pas possible d'adopter des mesures particulières de lutte contre la pollution des mers à la Conférence de Stockholm, mais on s'est accordé à reconnaître que le mandat du Groupe de travail intergouvernemental devrait être assez large pour lui permettre d'envisager des mesures particulières et de les recommander à la Conférence de Stockholm s'il jugeait qu'un accord sur certaines mesures précises était réalisable. On a également émis l'opinion qu'il convenait de laisser à la Conférence de l'OMCI sur la pollution imputable aux navires et à la Conférence sur le droit de la mer, qui auraient lieu toutes deux en 1973, le soin de définir des mesures précises en ce qui concerne la pollution de la mer imputable à certaines activités maritimes. On a toutefois pensé que la Conférence de Stockholm pourrait spécifier, dans le plan de lutte contre la pollution de la mer, les questions qu'il conviendrait d'examiner à ces conférences en 1973 et recommander les principes dont on pourrait s'inspirer pour en traiter.

41. En ce qui concerne les activités menées actuellement par des organismes du système des Nations Unies en rapport avec le problème de la pollution de la mer, on s'est accordé à reconnaître l'importance de ce qui était fait, telle qu'elle se dégage à la fois des documents communiqués par le secrétariat de la Conférence et des déclarations des représentants de divers organismes du système des Nations Unies. On a toutefois considéré, d'une manière générale, qu'un aperçu récapitulatif de ces activités était nécessaire. Cet aperçu pourrait, ou bien être établi par le Groupe de travail intergouvernemental, ou bien par le Département des affaires économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies, sur la base des travaux déjà en cours comme suite à la résolution 2566 (XXIV) de l'Assemblée générale. De toute manière, on ferait état à des activités de tous les organismes du système des Nations Unies.

42. A la lumière de ce débat, le Comité préparatoire est arrivé aux conclusions suivantes :

a) Le Comité préparatoire constate que de nombreux gouvernements et organismes internationaux et aussi d'autres organisations intergouvernementales ou non gouvernementales se préoccupent vivement de la pollution du milieu marin. Il estime que ce sujet mérite une discussion approfondie à la Conférence de Stockholm, qu'une action internationale sur de nombreux aspects de la pollution de la mer pourrait être appropriée et que, pour en faciliter l'examen à la Conférence, cette question doit être examinée à fond par un groupe de travail intergouvernemental.

b) Le Comité préparatoire recommande de créer un Groupe de travail intergouvernemental comprenant initialement l'Argentine, l'Australie, la Belgique, le Brésil, le Canada, les Etats-Unis, la France, l'Inde, l'Iran, l'Islande, le Japon, le Mexique, la Norvège, la RAU, le Royaume-Uni, la Suède, l'URSS et la Yougoslavie, les autres Etats Membres des Nations Unies intéressés qui exprimeront le désir d'en faire partie et des organismes appropriés du système des Nations Unies, et qui sera chargé d'examiner les études dont on dispose sur les différents aspects de la pollution de la mer, y compris les rapports que prépare le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies comme suite à la résolution 2566 (XXIV) de l'Assemblée générale, en vue de recommander notamment, compte tenu des débats dont il est rendu compte dans cette section du rapport :

- i) La mesure dans laquelle on pourrait utilement établir des principes directeurs et des critères généraux pour aider les gouvernements à prévenir la pollution du milieu marin ou à lutter contre cette pollution;
- ii) Les mesures particulières qui pourraient découler
 - d'une étude des possibilités de détermination de certaines substances dont le déversement dans le milieu marin doit être empêché ou limité à cause de leur toxicité, de leur persistance, de leur accumulation dans les tissus vivants ou d'autres caractéristiques, étude qui conduirait à examiner les mesures qui pourraient être prises pour prévenir la pollution par ces substances ou lutter contre cette pollution;
 - d'une évaluation des arrangements internationaux, en particulier à l'échelle sous-régionale ou régionale, considérés aussi bien comme le point de départ d'une action ultérieure de plus grande envergure que comme un moyen de protéger dans l'immédiat les secteurs de l'environnement marin qui sont particulièrement exposés à une pollution dangereuse. Ces dispositions pourront être fondées sur les mesures plus limitées qui ont déjà été proposées ou entreprises dans certaines régions, ou incorporer lesdites mesures;
 - d'une évaluation des mesures que la Conférence pourrait adopter pour améliorer l'application par les gouvernements des instruments ou conventions existants relatifs à la prévention de la pollution du milieu marin et à la lutte contre cette pollution et pour favoriser la mise en vigueur rapide de nouveaux instruments qui sont actuellement en cours d'élaboration ou qui seront élaborés dans ce domaine.

43. Avant d'arriver à ces conclusions, le Comité préparatoire a examiné les documents ci-après intéressant son débat sur la pollution de la mer, qui lui ont été fournis par le secrétariat de la Conférence :

- "Rapport sur les progrès accomplis dans la mise en oeuvre de la résolution 2566 (XXIV) de l'Assemblée générale, relative à l'encouragement de mesures efficaces pour prévenir la pollution des mers et y faire face" (Annexe IV du document A/CONF.48/PC.8/Add.1).
- "Actions possibles au niveau III en ce qui concerne la pollution de la mer" (Annexe II du document A/CONF.48/PC(II)/CRP.4).
- "Résumé des parties pertinentes des résolutions adoptées par l'Assemblée générale au sujet de la pollution de la mer" (A/CONF.48/PC(II)/CRP.5).
- "Extraits des parties pertinentes des débats qui ont eu lieu à la 25ème session de l'Assemblée générale (y compris les débats de la Première Commission) au sujet de la pollution de la mer" (A/CONF.48/PC(II)/CRP.6).

- "Pollution de la mer : examen des actions susceptibles d'être entreprises au niveau II et au niveau III" (A/CONF.48/PC(II)/CRP.7 et Corr.1).
- "Résumé de certaines recommandations approuvées par la Conférence technique de la FAO sur la pollution des mers (1970)" (A/CONF.48/PC(II)/CRP.12).

44. D'autre part, le secrétariat de la Conférence a mis à la disposition du Comité préparatoire les documents ci-après, émanant d'organismes des Nations Unies :

- "Rapport de la deuxième session (2-6 mars 1970) du Groupe mixte d'experts chargé d'étudier les aspects scientifiques de la pollution des mers" (GESAMP II/11).
- "Marine Pollution Problems and Remedies" (UNITAR Research Report No 4).
- "La mer : coopération internationale pour les questions relatives aux océans", rapport du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies à la quarante-neuvième session du Conseil économique et social (E/4836).
- "Pollution des mers et autres effets dangereux et néfastes pouvant résulter de l'exploration et de l'exploitation du fond des mers et des océans et de leur sous-sol au-delà des limites de la juridiction nationale", rapport du Secrétaire général au Comité des utilisations pacifiques du fond des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale (A/7924).

45. De plus, le Comité disposait d'un nombre limité d'exemplaires des documents ci-après :

- Extraits du rapport d'un Groupe d'experts de la politique et de la planification scientifique à long terme, créé par la COI (première session tenue à Monaco du 16 au 25 novembre 1970).
- Résumé du rapport du Séminaire organisé sous l'égide de la FAO sur les méthodes de détection, de mesure et de contrôle des agents de pollution du milieu marin (Rome, 4-10 décembre 1970).

B. Surveillance ou contrôle

46. Le Comité préparatoire recommande que des préparatifs soient entrepris pour que la Conférence puisse examiner si les dispositions prises actuellement à l'échelon régional ou mondial pour le contrôle ou la surveillance de certaines variables de l'environnement qui ont un rapport avec l'équilibre de la biosphère, la santé et le bien-être de l'homme répondent aux besoins, et prendre toutes mesures permettant de tirer pleinement parti de ces dispositions et de les améliorer. Il s'agira notamment d'exercer sur les variables de l'environnement une surveillance ou un contrôle permettant :

- a) d'évaluer de façon continue les transformations physiques, chimiques et biologiques de l'environnement qui sont provoquées par des activités humaines;
- b) d'évaluer de façon continue l'évolution des ressources naturelles de la biosphère;
- c) de détecter les changements climatiques, et
- d) de prévoir les catastrophes naturelles.

47. Aux fins indiquées ci-dessus, le Comité préparatoire recommande de constituer un groupe de travail intergouvernemental comprenant initialement l'Argentine, l'Australie, le Canada, les Etats-Unis, la France, le Japon, le Mexique, le Royaume-Uni, la Suède, l'URSS, les autres Etats Membres des Nations Unies intéressés qui exprimeront le désir d'en faire partie et les organismes appropriés du système des Nations Unies.

48. Le Groupe de travail intergouvernemental aura pour mandat :

- a) D'examiner les besoins et les priorités des gouvernements en ce qui concerne les divers aspects de la surveillance ou du contrôle de l'environnement et, ce faisant, de définir clairement les fins auxquelles toute activité de surveillance ou de contrôle pourrait être entreprise.
- b) D'examiner et d'évaluer la qualité et la compatibilité des activités de surveillance et de contrôle menées actuellement à l'échelon régional ou mondial, dans l'atmosphère, dans l'eau, sur terre ainsi que sur l'homme et sur les écosystèmes.
- c) De voir s'il y aurait intérêt
 - i) à utiliser, coordonner et élargir les systèmes de surveillance ou de contrôle existants;
 - ii) à les compléter par l'emploi des techniques de détection à distance, et
 - iii) à créer de nouveaux systèmes, y compris des systèmes d'alerte avancée.
- d) D'examiner et de recommander les moyens qui permettraient d'améliorer, le cas échéant, les dispositions actuelles en matière de surveillance et de contrôle.
- e) D'évaluer les incidences financières de toute recommandation de cet ordre.
- f) D'examiner quels seraient les organes qui devraient recevoir les données ainsi obtenues et qui seraient appelés à les évaluer à une échelle mondiale.
- g) D'examiner et de recommander les organes auxquels les évaluations globales devraient être soumises en vue d'une action corrective éventuelle à l'échelon gouvernemental.

C. Limites des émissions de polluants

49. Le Comité préparatoire, ayant examiné la question de l'établissement de directives internationales en vue de la limitation des émissions de polluants, prie le Secrétariat de rassembler les renseignements voulus et, en consultant des experts selon les besoins, d'examiner les possibilités d'entreprendre les activités ci-après :

- a) Elaborer et recommander, en collaboration avec les organisations internationales compétentes, des critères internationaux supplémentaires de qualité de l'environnement^{1/} visant à protéger la santé de l'homme et son milieu, et que les gouvernements appliqueraient pour limiter les émissions de polluants dangereux dans l'environnement;
- b) Etudier de façon constante les critères en vigueur^{1/} concernant les problèmes de l'environnement, et déterminer les secteurs dans lesquels on a besoin de critères nouveaux ou révisés;
- c) Déterminer les substances qui, en raison de leur toxicité, de leur persistance, de leur accumulation dans les tissus vivants ou d'autres propriétés particulières, ne devraient pas être libérées dans le milieu environnant lorsque cela peut être évité ou, si c'est inévitable, ne devraient l'être qu'en quantité limitée;
- d) Elaborer et faire accepter des recommandations internationales concernant l'emploi des pesticides;

^{1/} Dans le domaine de la lutte contre la pollution, le terme critère a pris un sens spécial : en bref, il désigne les données qui décrivent quantitativement les effets d'un polluant sur divers milieux récepteurs. Ces données supposent une connaissance des variations quantitatives et qualitatives des effets du polluant sous l'effet de différents facteurs : forme chimique du polluant, organisme attaqué et type d'exposition (intense ou chronique). Les types de dommages qui pourraient être étudiés et qui peuvent être déterminants comprennent les effets sur la santé de l'homme, la faune, la flore et les ressources naturelles. La connaissance de tous ces éléments permet de déterminer quel est l'effet le plus courant dans l'organisme le plus sensible.

Les normes réglementent le niveau de la qualité d'une ressource naturelle ou les taux d'émission de polluants prescrits à des fins particulières de lutte anti-pollution. Elles sont l'aboutissement de jugements objectifs et subjectifs dans lesquels les risques de dommages biologiques (définis par les critères), les facteurs économiques, sociaux et esthétiques sont étudiés par rapport à l'avantage qu'il y aurait à accepter qu'un agent nocif ou un polluant atteigne un certain niveau de danger. Pour porter une telle appréciation, il faut prendre en considération non seulement les risques de dommages mais aussi les conditions locales, les moyens techniques de lutte dont on dispose, les besoins des industries en expansion et d'autres facteurs scientifiques, sociaux et politiques.

e) Entreprendre l'examen critique des méthodes appliquées pour le transport, le stockage et l'évacuation des substances toxiques et, au besoin, élaborer des directives ou des règles supplémentaires.

50. Le Secrétariat devrait faire rapport au groupe de travail intergouvernemental sur la "surveillance" et, s'il présente des recommandations positives concernant l'un quelconque des problèmes mentionnés ci-dessus, les soumettre à ce groupe pour examen.

51. Le Comité préparatoire a étudié les propositions concernant l'établissement d'un registre international des produits chimiques qui sont des polluants en puissance, et considère que ces propositions devraient être examinées au niveau II pour le moment.

52. Le Comité prie le Secrétariat, par conséquent, d'inviter les gouvernements et les organisations gouvernementales et non gouvernementales compétentes à soumettre des rapports de base, de collationner ces documents en tenant compte des délibérations de la deuxième session du Comité préparatoire et de présenter le résultat de ce travail de collationnement à la troisième session en septembre 1971; le Comité préparatoire, après ce nouvel examen, voudra peut-être envisager d'entreprendre certains préparatifs au niveau III.

D. Conservation

I. Régions d'importance naturelle, culturelle ou historique

53. Le Comité préparatoire recommande que des préparatifs soient entrepris pour permettre aux gouvernements représentés à la Conférence de Stockholm de s'entendre sur la constitution d'une "Fondation du patrimoine mondial" grâce à laquelle un statut particulier serait accordé à certaines régions d'importance naturelle, culturelle ou historique, ainsi que de prendre des mesures en ce sens, et notamment d'ouvrir éventuellement à la signature deux conventions connexes actuellement en cours de préparation : l'une sur la conservation des terrains marécageux et l'autre sur la préservation des îles qui intéressent la science.

54. Pour assurer une préparation adéquate, le Comité préparatoire recommande que l'UNESCO ainsi que l'UICN, la FAO et les Etats Membres intéressés élaborent un acte constitutif concernant la "Fondation du patrimoine mondial" ainsi envisagée, pour définir ses objectifs et son mode d'action, fixer les critères devant régir le choix des zones et sites naturels et exposer les mesures que les Etats devraient adopter pour assurer la préservation de ces zones.

55. Pour réaliser l'objectif défini ci-dessus, le Comité préparatoire recommande la constitution d'un groupe de travail intergouvernemental comprenant initialement les représentants du Brésil, des Etats-Unis, de la France, de l'Inde, de l'Iran, de l'Italie, du Japon, du Royaume-Uni, de la Suède, de l'URSS et de la Zambie et des autres Etats Membres des Nations Unies intéressés qui exprimeront le désir d'en faire partie ainsi que des représentants de l'UNESCO, de la FAO et de l'UICN. Le Comité préparatoire recommande que ce groupe tienne sa première réunion pendant la troisième session du Comité préparatoire pour examiner les rapports établis au préalable par l'UNESCO, la FAO et l'UICN.

56. En outre, le Comité préparatoire recommande à l'UNESCO de faire en sorte que ce processus d'action concernant le projet de convention sur la préservation des îles qui intéressent la science soit porté à l'attention de la Commission du Pacifique Sud, lors de la réunion qu'elle tiendra à Nouméa en août 1971, et de faire le nécessaire pour qu'il soit examiné au Congrès scientifique du Pacifique qui doit se tenir à Canberra en août-septembre 1971.

II. Protection des espèces menacées

57. Le Comité préparatoire recommande que des préparatifs soient entrepris pour permettre aux gouvernements représentés à la Conférence de Stockholm de prendre, s'ils le désirent, des mesures positives au sujet d'un projet de convention visant à réglementer l'importation, l'exportation et le transport en transit d'espèces animales et végétales menacées.

58. Le Comité préparatoire a considéré qu'il ne serait pas nécessaire de constituer un groupe de travail intergouvernemental spécial, étant donné que l'UICN prépare déjà un projet de convention, avec l'aide de la FAO.

59. Tout en reconnaissant qu'une réunion ouverte à tous les Etats Membres est prévue pour le début de 1972, pour l'approbation du texte d'une convention, le Comité préparatoire recommande que l'UICN, en collaboration avec la FAO et l'UNESCO, accélère les travaux préparatoires afin que les gouvernements non encore impliqués puissent être informés de l'état d'avancement de la convention en temps opportun pour envisager la possibilité de signer cette convention lors de la Conférence de Stockholm.

E. Sols

60. Etant donné que la dégradation constante et parfois irréversible des sols, suivie d'une baisse tout à fait néfaste de leur productivité, est un motif de vive inquiétude, en particulier pour les pays en voie de développement, le Comité préparatoire recommande d'entreprendre les travaux préparatoires nécessaires pour que les gouvernements présents à la Conférence de Stockholm puissent approuver un plan d'action visant à renforcer et à accroître l'efficacité des programmes nationaux de préservation et de mise en valeur des sols - notamment par une utilisation rationnelle des terres - qui ont déjà été entrepris ou qui doivent être proposés par les gouvernements et les institutions spécialisées compétentes des Nations Unies agissant en étroite collaboration aussi bien entre eux qu'avec des organisations non gouvernementales.

61. Ces préparatifs devraient permettre en particulier de définir la forme la plus appropriée des mesures qui devraient être adoptées par la Conférence de Stockholm à cet égard (par exemple, une convention internationale, la création d'un fonds spécial et d'un groupe international permanent d'experts chargé d'étudier la situation de façon suivie et de recommander des mesures appropriées à l'échelon national, régional et international, etc.).

62. Le plan d'action envisagé devrait permettre aux autorités nationales, avec l'aide des organisations et institutions internationales existantes, de prendre les dispositions nécessaires pour :

- a) prévenir les diverses formes de dégradation des sols telles que :
 - l'érosion mécanique (principalement sous l'effet de l'eau, y compris l'action des marées et des tsunamis, et du vent);
 - la pollution résultant soit de l'emploi délibéré (mais inapproprié) de produits chimiques (tels que les pesticides et les engrais) ou des effets secondaires accidentels d'activités non agricoles (par exemple, le pompage du pétrole, les résidus des opérations minières, le transport et le stockage des combustibles, etc.);
 - le surpâturage, l'usure résultant d'une exploitation trop intensive, les destructions causées par l'utilisation de matériel mécanique inapproprié, la salinisation ou l'alcalinisation secondaire et, d'une manière générale, tous les effets négatifs d'une mauvaise utilisation des terres;
 - les ravages causés par les inondations, tremblements de terre ou autres catastrophes qui peuvent se produire lorsque l'on entreprend des projets de mise en valeur sans effectuer préalablement les enquêtes scientifiques approfondies nécessaires pour en prévoir les conséquences (répercussions) à court terme et à long terme sur l'équilibre bio-géologique;
- b) améliorer ou rétablir la productivité des terres dégradées, tirer le meilleur parti des terres naturellement improductives et, d'une façon générale, compenser, par des programmes appropriés d'enseignement et de formation, les effets adverses de l'ignorance, de la négligence ou d'une exploitation imprévoyante sur la qualité du sol ou ceux que peut avoir une utilisation peu judicieuse des terres ne reposant pas sur des principes écologiques rationnels.

63. Afin d'assurer une préparation adéquate, le Comité préparatoire recommande la création d'un groupe de travail intergouvernemental chargé :

- a) d'examiner les propositions qui seront présentées par les gouvernements membres, par la FAO en collaboration étroite avec l'UNESCO, l'UICN, l'Association internationale de la science du sol et d'autres organisations (y compris éventuellement les commissions économiques régionales des Nations Unies, le PNUD, la BIRD) dont l'expérience et le soutien pourraient contribuer à la fois à l'efficacité de ce travail de planification préparatoire et à la réussite du futur plan d'action;
- b) d'élaborer les recommandations qui seraient soumises à la Conférence de Stockholm pour adoption;
- c) d'étudier les incidences scientifiques, juridiques, administratives et financières de ces recommandations;
- d) d'élaborer les instruments (accords, résolutions, etc.) nécessaires pour que de telles recommandations puissent prendre effet au moment de la Conférence de Stockholm.

64. Le Comité préparatoire a été informé que le secrétariat a déjà envisagé l'élaboration de rapports de base sur ces questions par les institutions spécialisées intéressées (la FAO jouerait un rôle central à cet égard) et aussi par les gouvernements et les organisations non gouvernementales intéressés, d'ici la fin de mai 1971, et il propose que le Groupe de travail intergouvernemental se réunisse en juin 1971 pour étudier ces rapports de base et élaborer des propositions d'action immédiate concernant les problèmes exposés ci-dessus.

65. Pour réaliser les objectifs indiqués ci-dessus, le Comité préparatoire recommande de créer un groupe de travail intergouvernemental composé initialement des représentants de l'Argentine, de l'Australie, du Brésil, du Canada, des Etats-Unis, de l'Inde, de l'Iran, de l'Italie, de la Jamaïque, du Japon, du Mexique, de la R.A.U., de l'URSS, de la Yougoslavie et de la Zambie, des autres Etats Membres des Nations Unies intéressés qui exprimeront le désir d'en faire partie et d'organismes appropriés du système des Nations Unies.

66. En ce qui concerne la teneur du plan d'action visé ci-dessus, le Comité préparatoire estime que les problèmes ci-après mériteraient une attention toute particulière :

- adoption de mesures permettant aux agriculteurs ou aux collectivités agricoles de laisser le sol en jachère si cela est nécessaire pour sa conservation ou sa mise en valeur;
- stabilisation des terres marginales;
- élaboration de directives tendant à ce que la planification du développement économique tienne compte de la nécessité de préserver les équilibres biologiques et prenne en considération les conditions (climatiques, démographiques, socio-économiques, etc.) existant dans diverses régions;

- création d'organismes nationaux chargés de conseiller les gouvernements et les autorités et collectivités locales sur la réalisation d'enquêtes et de levés topographiques et pédologiques, la planification de l'utilisation rationnelle des terres, les dispositions législatives appropriées, les activités de recherche et d'expérimentation nécessaires, et aussi d'organiser les activités d'information, d'éducation, de formation et de démonstration requises;
- création de centres régionaux de recherche et de formation chargés de rassembler les données sur les conditions écologiques comparables, d'expérimenter des méthodes, de conseiller les autorités nationales sur demande et, d'une façon générale, de promouvoir la coopération régionale pour la mise au point de politiques appropriées d'utilisation et de mise en valeur des sols.

67. Le Comité préparatoire estime que la nécessité urgente de préserver et d'améliorer la productivité du sol dont les générations futures devront pouvoir tirer en quantité suffisante leur nourriture et d'autres produits naturels devrait être l'un des principaux principes énoncés dans la future déclaration sur l'environnement, et invite le Secrétariat à donner au groupe de travail intergouvernemental chargé du projet de déclaration tous les conseils et tous les renseignements nécessaires à cette fin.

F. Formation

68. Le Comité préparatoire recommande que des préparatifs soient entrepris en vue de permettre aux gouvernements présents à la Conférence de Stockholm d'envisager des mesures internationales précises concernant l'enseignement et la formation de spécialistes dans divers domaines de l'environnement (notamment en ce qui concerne les aspects économiques, sociaux et culturels de l'environnement), par exemple :

- a) Création ou développement de centres régionaux de formation de spécialistes de l'environnement qui pourraient bénéficier de l'appui des organes et institutions intéressés des Nations Unies;
- b) Détermination des moyens de financement de ces centres et fourniture de bourses d'études et de bourses de perfectionnement pour permettre de suivre l'enseignement donné dans ces centres ou dans d'autres institutions;
- c) Préparation, en consultation avec les organismes des Nations Unies et avec les organisations non gouvernementales appropriées, de programmes de coordination de l'enseignement et de la formation dispensés dans ce domaine par les organismes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales;
- d) Détermination des moyens par lesquels les gouvernements pourraient s'assurer les services d'experts sur une base internationale.

69. Pour garantir une préparation suffisante, le Comité préparatoire recommande d'adopter le mode d'action ci-après :

- a) Le Secrétariat devrait entreprendre la préparation, sur la base des données fournies par les institutions des Nations Unies, des rapports nationaux et d'autres sources d'un aperçu général portant sur :
 - i) les programmes d'enseignement et de formation; les bibliographies;
 - ii) les fonds, les bourses et tous moyens financiers disponibles pour subventionner la formation internationale;
 - iii) les experts disponibles dans les divers domaines de l'environnement pour l'enseignement et les consultations sur le plan international.
- b) Ces renseignements seront soumis à l'examen du Comité préparatoire à sa troisième session, à laquelle le Comité formulera une recommandation sur le point de savoir s'il convient ou non de créer un groupe de travail inter-gouvernemental pour un examen au niveau III.

70. En formulant ces recommandations, le Comité préparatoire, à sa troisième session, s'inspirera de la nécessité de déterminer si les fonctions envisagées au paragraphe 68 ci-dessus peuvent être exercées de manière satisfaisante dans le cadre des programmes existants ou projetés par les organismes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales, compte tenu notamment de programmes tels que celui du "Centre international pour l'environnement", qui, s'il est créé, pourrait s'occuper de programmes avancés d'enseignement et de formation aux problèmes de l'environnement et qui pourrait aussi exercer des fonctions de coordination pour les centres régionaux de formation.

G. Echange d'informations

71. Le Comité préparatoire estime que l'un des objectifs importants de la Conférence de Stockholm devrait être d'apprécier la valeur du mécanisme actuel d'échange d'informations entre les gouvernements sur les questions relatives à l'environnement, et d'examiner les moyens de l'améliorer, en particulier en ce qui concerne les renseignements de caractère non scientifique.

72. A cette fin, le Comité recommande que le secrétariat de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement :

- a) évalue les besoins des gouvernements sur le plan des échanges internationaux d'informations - y compris les données scientifiques - sur l'environnement et de renseignements sur l'expérience en matière législative et administrative concernant l'environnement, sur la planification, la gestion des ressources, les aspects du développement économique et de la santé qui ont trait à l'environnement, la pollution et la lutte contre la pollution, et les méthodes techniques et scientifiques qui ont fait leurs preuves dans ces domaines.
- b) invite les Etats Membres des Nations Unies, soit directement soit par l'intermédiaire d'un organisme approprié, à évaluer la mesure dans laquelle le mécanisme existant d'échanges internationaux d'informations répond à leurs besoins.
- c) demande aux Etats Membres des Nations Unies, en particulier à ceux des pays en voie de développement, dans quelle mesure les lacunes du courant d'information concernant l'environnement sont dues à un manque de bibliographies ou à une pénurie de personnel qualifié - bibliothécaires, analystes et autres spécialistes de l'interprétation des renseignements - plutôt qu'à des insuffisances des sources d'information de base.
- d) examine, en fonction des besoins des Etats Membres des Nations Unies, la valeur des activités de collecte, de classement, d'évaluation et de diffusion de l'information actuellement entreprises par les commissions économiques régionales et par des institutions intergouvernementales et d'autres institutions internationales, ainsi que la valeur de la formation du personnel mentionné à la section F.
- e) fournisse les renseignements qui permettront aux Etats Membres des Nations Unies de déterminer dans quelle mesure les travaux réalisés dans ce domaine par les organismes internationaux existants, y compris les commissions régionales demandent à être coordonnés et intensifiés et, au besoin, dans quelle mesure il serait approprié et possible d'organiser un système général d'échange d'informations sur l'environnement et de créer une série de centres possédant une compétence particulière dans ce domaine.
- f) tienne les Etats Membres des Nations Unies informés de toutes les étapes de ces travaux, et de faire rapport à la troisième session du Comité préparatoire, lors de laquelle des propositions d'actions au niveau III à la Conférence de Stockholm pourront être faites.

H. Reserves de ressources génétiques

73. Le Comité préparatoire, tenant compte du rythme accéléré de l'extinction d'espèces végétales et animales, par suite surtout de la destruction de l'environnement qui leur convient; notant que l'emploi intensif des variétés à haut rendement contribue à faire disparaître des formes primitives et autres et des variétés anciennes qui peuvent être nécessaires, par exemple, pour améliorer la sélection et la reproduction et pour répondre aux besoins des pays en voie de développement, auxquels il faut des variétés adaptées à leurs conditions écologiques spécifiques; reconnaissant que la conservation et l'utilisation rationnelle de la diversité actuelle des ressources génétiques et des écosystèmes du monde constituent non seulement une nécessité scientifique et morale, mais peuvent également aider à sélectionner des variétés résistant aux parasites et de ce fait réduire l'emploi des produits antiparasitaires tenaces et à sélectionner des espèces et des variétés en fonction de possibilités d'utilisation; recommande que l'on entreprenne des préparatifs pour permettre aux gouvernements participant à la Conférence de Stockholm :

- a) De prendre pleinement connaissance des activités menées actuellement par les Etats Membres, les organismes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales dans l'important domaine de l'utilisation et de la préservation des ressources génétiques, et d'évaluer les progrès faits à cet égard.
- b) De prendre des mesures additionnelles pour la conservation rationnelle des ressources génétiques mondiales, y compris l'étude et la collection de ces ressources, la création de centres supplémentaires de conservation dans les conditions naturelles (réserves et parcs naturels), dans des banques de gènes et autres centres de stockage de matériel génétique, et pour le renforcement de la coopération entre ces centres.
- c) De renforcer et de coordonner, chaque fois que cela est nécessaire, les activités existantes d'enregistrement, d'échanges d'informations et d'échanges de matériel biologique à des fins de reproduction et autres, aboutissant ultérieurement à l'établissement d'un registre mondial des ressources génétiques.
- d) De renforcer et d'harmoniser les programmes actuels de sélection et de reproduction végétales et animales afin :
 - i) de mettre au point de nouvelles variétés à haut rendement particulièrement adaptées aux besoins et aux conditions écologiques des pays en voie de développement;
 - ii) d'accroître la résistance de ces variétés aux parasites et aux maladies, ce qui permettrait de réduire l'emploi des produits antiparasitaires tenaces.

- e) De prendre des mesures analogues à celles qui sont visées aux alinéas b) et c) ci-dessus en ce qui concerne les collections de cultures de micro-organismes, par exemple celles qui sont utilisées pour les antibiotiques et pour l'amélioration de sols (fixation de l'azote par le rhizobium).
- f) De recommander, chaque fois que cela est nécessaire, la création de centres supplémentaires nationaux et, éventuellement, régionaux, qui pourraient être chargés des activités générales susmentionnées, particulièrement dans les régions subtropicales et tropicales, et également d'instituts spécialisés s'acquittant des tâches précitées (b), (c) et d)) pour certaines cultures telles que le riz et pour les animaux domestiques afin d'accroître leur rendement et leur résistance aux parasites et aux maladies.

74. Pour assurer une préparation adéquate, le Comité préparatoire recommande que les gouvernements des Etats membres intéressés, la FAO, l'UNESCO, l'OMS et les autres institutions spécialisées intéressées, ainsi que l'UICS, l'UICN et d'autres organisations non gouvernementales fournissent au Secrétariat de la Conférence, avant la fin du mois de mai 1971, des "rapports de base" sur cette question. Le Secrétariat se chargera alors de la compilation de ces documents et élaborera des propositions d'action concernant les secteurs particuliers où des mesures s'imposent d'urgence, pour les soumettre au Comité préparatoire à sa prochaine session.

I. Les organismes des Nations Unies

75. Le Comité préparatoire a entendu une déclaration conjointe des représentants des organismes des Nations Unies, qui ont exprimé l'espoir que la Conférence de Stockholm contribuerait encore à stimuler et à orienter les activités et programmes internationaux en cours ou projetés dans des secteurs déterminés directement liés aux problèmes de l'environnement.

76. Le Comité préparatoire a reconnu que cet objectif devait être atteint par le processus même de préparation de la Conférence et ne constitue pas, en tant que tel, un sujet relevant d'une action au niveau III.

77. Le Comité préparatoire reconnaît l'importance des travaux en cours dans les organismes des Nations Unies au sujet des problèmes de l'environnement et celle des plans et propositions déjà présentés, approuvés ou en cours de présentation aux organes directeurs respectifs de ces organisations. Le Comité préparatoire estime en outre qu'il importe d'utiliser au maximum, lors des préparatifs de la Conférence, le potentiel de ressources représenté par les organismes des Nations Unies et qu'il convient d'éviter tout chevauchement d'activités en fournissant tous les renseignements nécessaires concernant tous les programmes pertinents de chacun des éléments du système des Nations Unies.

78. En vue d'atteindre les objectifs ci-dessus, pour toutes les questions qu'il est recommandé d'inscrire à l'ordre du jour, le Comité préparatoire recommande d'accorder toute l'attention voulue aux activités en cours et projetées des organismes des Nations Unies, compte tenu plus particulièrement des propositions d'action destinées à être soumises à la Conférence, ainsi que de la capacité des organismes des Nations Unies d'exécuter ces propositions d'action.

Observations finales

79. Les discussions sur les questions proposées pour action finale à la Conférence étaient fondées sur les propositions résumées dans les documents A/CONF.48/PC(II)/CHP.4 et Add.1. Le Secrétaire général a fait observer dans son exposé introductif qu'une des questions les plus importantes dont aurait à s'occuper le Comité préparatoire à sa deuxième session serait celle des sujets à propos desquels des préparatifs devraient être entrepris dans l'avenir immédiat pour être menés à terme, du moins à un premier stade, à la Conférence de Stockholm, avec l'indication, pour chacune de ces questions, de la nature de l'action envisagée, de la nature du processus par lequel cette action serait préparée et des moyens les plus appropriés pour obtenir une participation intergouvernementale à ce processus.

80. Par la suite, les participants s'étant mis d'accord sur la nécessité de créer des groupes de travail intergouvernementaux chargés de préparer, sur des sujets déterminés, des mesures en vue d'une action appropriée au niveau III à la Conférence de Stockholm, il a été décidé en outre que les rapports intérimaires sur les travaux des groupes de travail intergouvernementaux seraient présentés à la troisième session du Comité préparatoire en septembre 1971 afin que le Comité préparatoire puisse examiner si d'autres

éléments d'information étaient encore nécessaires, s'il convenait de mettre fin à l'activité de certains groupes de travail intergouvernementaux et si - comme il est indiqué ailleurs - la création d'autres groupes de travail intergouvernementaux est souhaitable.

81. Il a été généralement reconnu que pour atteindre les objectifs fixés par l'Assemblée générale, il est souhaitable de faciliter la participation à ce processus préparatoire des Etats Membres des Nations Unies, qu'ils soient ou non membres du Comité préparatoire. Un certain nombre de délégations ont estimé qu'il pouvait se révéler nécessaire de limiter le nombre des membres des groupes de travail en raison des problèmes d'appui et de maniabilité, mais il a été décidé de s'en remettre sur ce point au Secrétaire général.

82. Ainsi qu'il est indiqué ailleurs dans le présent rapport, le Comité préparatoire a reconnu la nécessité d'obtenir une contribution maximale de tous les organismes des Nations Unies aux préparatifs de la Conférence, et plus particulièrement pour ce qui est de l'action au niveau III. C'est pourquoi il a été jugé très important de s'assurer la participation des institutions spécialisées et d'autres organismes des Nations Unies, ainsi que de certaines organisations internationales non gouvernementales (p.ex. l'UICS et l'UICN) à tout groupe de travail intergouvernemental s'occupant de questions à l'étude desquelles ces organisations sont particulièrement qualifiées pour fournir une contribution.

83. Conformément à l'article 34 du règlement intérieur du Conseil économique et social et à l'article 154 du règlement intérieur de l'Assemblée générale, le Secrétaire général de la Conférence a informé le Comité préparatoire que la convocation des groupes de travail intergouvernementaux aurait des incidences financières, mais qu'aucun crédit n'avait été prévu, dans le budget de la Conférence, pour financer ces réunions. Il n'était pas possible d'évaluer avec quelque précision les dépenses à engager tant que l'on n'aurait pas de détails sur le lieu, la durée et les dates des réunions, la composition des groupes et les services d'interprétation et de documentation dont ils auraient besoin. Un moyen à la fois efficace et pratique de faire face à ces dépenses supplémentaires consisterait pour les Etats Membres à accueillir à leurs frais les groupes de travail intergouvernementaux. Pour l'information des gouvernements qui seraient éventuellement disposés à accueillir ces réunions, le Secrétaire général a présenté des prévisions de dépenses fondées sur certaines hypothèses générales qu'il avait dû faire.

84. Le Comité préparatoire, à ce propos, a fait appel à la générosité des Etats Membres qui, en accueillant les groupes de travail intergouvernementaux et aussi par d'autres moyens, permettront de convoquer tous les groupes de travail qu'il est recommandé de créer, sans qu'il soit nécessaire de procéder encore à des regroupements ou de réduire leur nombre. Il a été noté à ce propos que, dans certains cas, il peut être possible, dans les limites financières existantes, de convoquer les groupes de travail au Siège des Nations Unies à New York ou à Genève. On a également suggéré que les institutions spécialisées examinent la possibilité, dans les limites de leurs ressources financières, de mettre des locaux et des services à la disposition des groupes de travail. Le Groupe de travail sur les sols, a-t-on proposé, pourrait par souci d'économie n'utiliser que l'anglais comme langue de travail.

55. L'avis a été également exprimé que certains Etats Membres pourraient fournir une assistance en aidant à couvrir le coût de la participation d'experts originaires de pays en voie de développement, et que les gouvernements pourraient fournir des services d'experts au secrétariat pour l'établissement de la documentation de base à soumettre aux groupes de travail.

56. Le Comité préparatoire a recommandé que le Groupe de travail intergouvernemental chargé d'examiner la Déclaration sur l'environnement se réunisse, en tant que sous-groupe, au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York, à une date qui serait annoncée par le Secrétaire général de la Conférence après consultation avec les membres intéressés.

57. Conscient des contraintes financières et autres avec lesquelles le Secrétaire général de la Conférence doit compter, le Comité préparatoire espère qu'il ne ménagera aucun effort pour s'assurer l'appui nécessaire, et prie instamment les gouvernements qui seraient en mesure d'inviter des groupes de travail intergouvernementaux à se réunir dans leur pays de le lui faire savoir, d'ici à la fin du mois de mars. Le Comité préparatoire espère qu'il sera possible de trouver les moyens de réunir chacun des groupes de travail intergouvernementaux recommandés, et de permettre à tous les Etats Membres qui désirent participer à cette tâche de le faire, et il laisse au Secrétaire général de la Conférence le soin de prendre, le cas échéant, avec les Etats invitants, les dispositions nécessaires en ce qui concerne les groupes de travail intergouvernementaux ^{1/} chargés d'examiner les thèmes ci-après :

- a) Pollution du milieu marin
- b) Surveillance et critères relatifs à l'environnement
- c) Sols

58. Quant aux autres propositions étudiées par le Comité préparatoire, on a estimé qu'il serait prématuré, pour le moment, d'entreprendre une action au niveau III en ce qui les concerne.

Observations et commentaires

59. Une délégation a fait des réserves au sujet de l'établissement, du mandat, de la composition et de la nomination des groupes de travail intergouvernementaux, estimant que ni les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale - résolutions 2398 (XXIII), 2581 (XXIV) et 2657 (XXV) - ni l'usage courant n'autorisent le Comité préparatoire ou le Secrétaire général de la Conférence à désigner les membres d'organes subsidiaires ou de groupes de travail à l'échelon intergouvernemental, si ce n'est dans le cadre du Comité préparatoire.

^{1/} Pour la "conservation", voir plus haut, paragraphe 55.

III. QUESTIONS D'ORGANISATION CONCERNANT LA CONFERENCE

Organisation et structure de la Conférence

90. Après une discussion concernant les propositions soumises par le Secrétaire général^{1/} et des renseignements complémentaires fournis par le Secrétaire général du Comité préparatoire suédois concernant les salles et services disponibles, le Comité préparatoire est parvenu à un consensus général sur un certain nombre de points.

91. Des installations seront réservées aux séances plénières pendant toute la durée de la Conférence afin que ces séances puissent avoir lieu en même temps que celles des trois commissions.

92. Les six thèmes de discussion seront répartis comme suit entre les commissions :

Commission 1

- La planification et l'aménagement de l'habitat humain en vue de sauvegarder la qualité de l'environnement;
- Aspects éducatifs, sociaux et culturels des problèmes de l'environnement et problèmes connexes d'information.

Commission 2

- La gestion des ressources naturelles dans ses rapports avec l'environnement
- Le développement et l'environnement

Commission 3

- Détermination des polluants et des nuisances d'importance internationale et lutte contre ces polluants et nuisances
- Incidences institutionnelles internationales des propositions d'action.

93. En raison des différences possibles pour ce qui est de l'ampleur des plans d'action concernant les divers thèmes, les participants se sont accordés à penser qu'il faudrait ménager une grande souplesse dans les programmes de travail de ces commissions, surtout au cours de la deuxième semaine.

94. Les pays pourront modifier à leur discrétion la composition de leur délégation à ces commissions.

95. Les comités de travail devront se constituer le matin du 7 juin 1972 et commencer leurs travaux, sinon le matin même, du moins dans l'après-midi. Une certaine latitude devrait également être ménagée pour la décision finale sur ce point.

96. Les dispositions à prendre pour la Conférence devront tenir compte de la capacité des salles mises à sa disposition.

^{1/} Voir le rapport du Secrétaire général de la Conférence (A/CONF.48/PC.8) et la déclaration du Secrétaire général de la Conférence (Annexe IV).

97. Le Secrétaire général du Comité préparatoire suédois a indiqué que, indépendamment d'autres considérations, les dimensions des salles étaient telles que le nombre maximum de places assises par délégation serait de 6 en séance plénière et de 3 pour chaque commission.

98. Après avoir examiné comment il conviendrait d'organiser les travaux de la Conférence en ce qui concerne la Déclaration sur l'environnement, le Comité préparatoire ne s'est pas prononcé sur la question de savoir s'il faudrait l'examiner tout d'abord à la Commission 1 ou en séance plénière. Il a été d'avis que cela dépendrait du degré de préparation de ce texte au début de la Conférence.

Locumisation à établir avant la Conférence, plan et méthodes de travail
pour la période précédant la Conférence

99. Le Comité préparatoire s'est fondé pour son débat sur les propositions soumises par le Secrétaire général¹ et sur les observations qu'il avait présentées le 15 février 1971.

100. Des questions posées par les délégations et des explications fournies par le Secrétariat, il ressort que :

- a) Les rapports nationaux devraient être communiqués au secrétariat pour le 31 mars 1971 et les documents de base pour le 31 mai 1971.
- b) Ces rapports et documents seront rassemblés à la Bibliothèque de la Conférence; une bibliographie de ces rapports et documents sera publiée en tant que document de la Conférence.

101. Le secrétariat a fait observer que ces dates limites s'imposaient si l'on voulait terminer les avant-projets de rapports de situation et de mémorandums d'action² avant la troisième session du Comité préparatoire, c'est-à-dire, espérait-on, pour le 15 août.

102. Le débat a montré que plusieurs délégations attachaient une importance particulière aux monographies. Il a donc été décidé que le Secrétariat communiquerait à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies une liste des thèmes suggérés pour ces monographies et des thèmes déjà proposés par les gouvernements.

103. Le Comité préparatoire a estimé que lors de la préparation des rapports de situation et des plans d'action il conviendrait de consulter les experts et les gouvernements, selon les besoins du secrétariat. En outre, il a été d'avis que des consultations intergouvernementales sur les propositions d'action étaient essentielles et qu'elles pourraient avoir lieu notamment à la troisième session du Comité préparatoire, de façon que les documents puissent être terminés pour le 31 octobre. Le secrétariat a expliqué qu'il était essentiel de se conformer à ce programme pour pouvoir respecter

1/ Voir le rapport du Secrétaire général (A/CONF.48/PC.8) et la documentation connexe, dont une partie est reproduite à l'Annexe V, ainsi que la déclaration du Secrétaire général de la Conférence (Annexe IV).

2/ Voir Annexe V.

les délais imposés du fait qu'il faudrait que les documents de la Conférence soient traduits, imprimés et distribués d'ici au mois de février 1972, et pour que les gouvernements aient ensuite le temps de les examiner.

104. A divers stades du débat au Comité préparatoire, plusieurs délégations ont exprimé l'opinion qu'il faudrait accorder une attention particulière au thème "développement et environnement". Le Comité préparatoire a été d'avis qu'après avoir fait l'objet d'un examen préliminaire de la part des experts, ce thème pourrait ensuite être examiné par un groupe de travail intergouvernemental.

Participation nationale et participation d'organisations autres
que les gouvernements et les Nations Unies

105. En présentant les propositions contenues dans les paragraphes 70 à 74 de son rapport^{1/}, le Secrétaire général de la Conférence a insisté particulièrement sur les mesures tendant à permettre aux pays en voie de développement de participer à la Conférence. A ce propos, il a informé le Comité que des cycles d'étude régionaux seraient organisés et auraient lieu en août ou au début de septembre 1971.

106. A propos de la participation d'organisations autres que les gouvernements et les Nations Unies, c'est-à-dire les organisations intergouvernementales (OIG) et les organisations non gouvernementales (ONG), le Secrétaire général de la Conférence a tout d'abord souligné l'utilité de la participation des OIG en appelant l'attention du Comité sur la présence d'un bon nombre de ces organisations à la session du Comité préparatoire.

107. En ce qui concerne les ONG, le Secrétaire général de la Conférence a réaffirmé que ces organisations jouent un rôle très important à cause des contributions très diverses qu'elles peuvent apporter à la Conférence et aussi parce que les gouvernements ont besoin du soutien de l'opinion publique. Les recommandations formulées par les ONG seront étudiées attentivement et des consultations auront lieu avec les ONG pour préciser le sens de ces recommandations. Le Secrétaire général a également noté les rapports plus directs qui existent avec certaines ONG qui pourraient apporter une contribution particulière à l'étude des questions de fond.

108. Le Comité préparatoire a pris note avec satisfaction des différentes mesures prises par le Secrétaire général de la Conférence pour permettre aux pays en voie de développement de participer à la Conférence. A ce propos, on a fait observer que les cycles d'étude que le Secrétaire général envisageait de convoquer présenteraient un grand intérêt parce qu'ils permettraient d'exprimer les points de vue des régions, et il a été reconnu que la Conférence de la CEE sur l'environnement apporterait une contribution notable à la Conférence de Stockholm.

109. A propos de la participation des ONG, les membres du Comité ont, en général, approuvé les recommandations présentées par le Secrétaire général. Plusieurs délégations ont estimé que les ONG, et en particulier les organisations de jeunes, ne pouvaient être

^{1/} Voir document A/CONF.48/PC.8.

convenablement représentées dans les délégations des gouvernements, tandis que d'autres ont considéré que la représentation devrait être assurée par les gouvernements seulement.

110. Il a été proposé d'organiser une conférence préliminaire des ONG lors de laquelle ces organisations pourraient présenter des recommandations à la Conférence de Stockholm.

111. Certaines délégations, convaincues du caractère universel du problème de l'environnement, ont exprimé l'avis que la participation à la Conférence devait aussi avoir un caractère universel.

IV. INFORMATION ET EDUCATION^{1/}

112. Le Comité préparatoire a examiné les propositions qui figurent à l'Annexe III du rapport du Secrétaire général de la Conférence^{2/}. Ses membres se sont accordés à penser que l'information était d'une importance primordiale et qu'il fallait mettre particulièrement l'accent sur la nécessité de fournir à ceux qui prennent les décisions des renseignements sûrs leur permettant de fonder leurs décisions et d'informer l'opinion dans les pays en voie de développement. Il a été souligné qu'une action dans le domaine de l'environnement impliquait des changements dans les modes de vie et que la collectivité devait être préparée à ces changements.

113. Des critiques ont été exprimées au sujet des propositions figurant à l'Annexe III qui ont été jugées à certains égards contradictoires. Il a été fait observer que ces propositions ne constituaient pas en soi un plan d'action. Une délégation a estimé que les prémisses pour une action dans le domaine de l'information tendaient à mettre trop l'accent sur les aspects globaux du problème de l'environnement et en outre qu'il faudrait insister davantage sur l'aptitude de l'humanité à surmonter ces problèmes.

114. De nombreuses délégations ont estimé qu'il importait que les activités d'information intéressant la Conférence tirent pleinement parti des réseaux d'information existants, tant nationaux qu'internationaux. Il faudrait mettre l'accent sur les contacts directs avec les rédacteurs en chef des journaux et les autres personnalités jouant un rôle important dans la formation de l'opinion publique. Il conviendrait d'utiliser pleinement les moyens audio-visuels et en particulier la documentation pour la télévision. Il a été souligné à maintes reprises que les travaux dans le domaine de l'information exigeaient des connaissances spécialisées d'un niveau élevé.

115. La proposition tendant à l'organisation d'un concours cinématographique international sur l'environnement a été appuyée par plusieurs délégations. A cet égard quelques délégations ont estimé que ce concours ne devrait pas être placé directement sous les auspices de l'ONU.

1/ Il convient de faire les rapprochements nécessaires entre cette section et les paragraphes 68 à 70 ci-dessus (Formation).

2/ Voir document A/CONF.48/PC.8

V. REUNIONS FUTURES DU COMITE PREPARATOIRE

116. Conformément à la résolution 2657 (XXV) de l'Assemblée générale, la troisième session du Comité préparatoire se tiendra à New York du 13 au 24 septembre 1971.

117. A sa troisième session, le Comité préparatoire devrait être saisi de rapports intermédiaires sur l'élaboration des propositions d'action en vue de la Conférence. Le Comité devrait également examiner en détail la question de la rédaction de la Déclaration sur l'environnement. Il a été suggéré qu'à sa troisième session, le Comité préparatoire pourrait créer trois groupes de travail de session, qui correspondraient aux trois commissions prévues pour la Conférence proprement dite.

118. La quatrième session du Comité préparatoire devrait se tenir à New York au début de 1972.

VI. QUESTIONS DIVERSES

Compte rendu de la Conférence des ministres de la CEA

119. Le représentant du Secrétaire général de la Conférence à la réunion de la CEA a résumé la déclaration qu'il a faite à Tunis.

- Les pays en voie de développement devraient participer à la discussion des principes, afin que les décisions qui pourraient être arrêtées à Stockholm ne soient pas le seul fait des nations riches, dont les conceptions et les préoccupations en matière d'environnement peuvent être différentes de celles des pays pauvres.
- Il est manifestement dans l'intérêt bien compris des pays en voie de développement de négocier avec les pays développés les conditions d'une aide spécifique destinée à les aider à faire face aux problèmes de l'environnement dans le cadre de leurs politiques de développement.
- Le problème de l'environnement présentant un caractère exceptionnel, il est indispensable que tous les hommes, quelles que soient leurs ressources matérielles, et en leur nom, tous les gouvernements s'entendent sur les mesures à prendre pour améliorer la qualité de leur vie sur terre.

120. Au sujet de la nécessité d'intensifier l'effort d'information, le représentant du Secrétaire général de la Conférence a déclaré qu'un consultant prêté par le Gouvernement du Canada visiterait, une douzaine de pays en mars et avril, en compagnie d'un représentant du secrétariat de la CEA. Le Secrétaire général de la Conférence visitera à son tour dans les mois qui viennent certains autres pays pour établir des contacts au niveau le plus élevé. Il assistera aussi à la réunion des Représentants résidents des Nations Unies à New Delhi.

1/ Voir plus haut, paragraphe 92.

Préparation d'un glossaire

121. On a fait valoir qu'il serait utile de préparer, dans les quatre langues de travail de l'ONU pour la Conférence de Stockholm un glossaire de termes courants relatifs à l'environnement.

Règlement intérieur

122. Le Comité a décidé d'examiner à sa prochaine session un projet de règlement intérieur pour la Conférence de Stockholm et a recommandé que le Secrétaire général de la Conférence prépare un projet à cet effet.

Méthodes visant à accélérer l'adoption et l'application de règles et de normes internationales pour la protection de l'environnement

123. A la demande du Secrétaire général de la Conférence, le Conseiller juridique de la FAO a présenté un document intitulé "Méthodes visant à accélérer l'adoption et l'application de règles et de normes internationales pour la protection de l'environnement", qui a été distribué comme document de séance.

VII. ADOPTION DU RAPPORT

124. Le Comité préparatoire a adopté le présent rapport le 19 février 1971, jour de clôture de sa deuxième session.

ANNEXES

Annexe I

LISTE DES PARTICIPANTS

A. Membres du Comité préparatoire

ARGENTINE

Représentant :

Ministro D. E. Bradley
Misión Permanente ante las Naciones Unidas en Nueva York

Suppléant :

Consejero D. V.G. Arnaud
Ministerio de Relaciones Exteriores

Conseillers :

Doctor Dan J. Beninson
Gerente de Protección Radiológica y Seguridad
de la Comisión Nacional de Energía Atómica

Señorita M. Gil Montero
Directora del Grupo Relaciones Externas del Consejo Nacional
de Ciencia y Técnica (CONACYT)

D. Ricardo A. Ramayan
Secretario de Embajada
Misión Permanente ante las Naciones Unidas en Ginebra

BRESIL

Représentant :

Mr C. Calero-Rodrigues
Assistant Secretary-General for International Organizations
Ministry of Foreign Affairs

Suppléant :

Mr B. de Azevedo Brito
First Secretary
Permanent Mission to the United Nations, New York

Conseiller :

Mr J.G. Marques Porto
Second Secretary
Permanent Mission to the United Nations Office at Geneva

CANADA

Représentant :

Mr G. Ignatieff
Ambassador
Permanent Representative to the United Nations Office at Geneva

CANADA (suite)

Suppléant :

Mr W.K. Wardroper
Department of External Affairs

Conseillers :

Mr G.C. Butler
Director
Division of Biology
National Research Council of Canada

Mr J. MacTavish
Assistant Chief
Policy Advisory and Co-ordination Division
PRC Branch, Department of Fisheries and Forestry

Mr L. Burgess
Department of Environment

Mr P.J. Beaulieu
Science Secretariat
Privy Council Office

Mr C. Spencer
Permanent Mission to the United Nations, New York

Mr T.C. Bacon
Foreign Service Officer, Legal Operation Division
Department of External Affairs

Mr J. Naysmith
Department of Indian Affairs and Northern Development

Mr P.A. Lapointe
Counsellor
Permanent Mission to the United Nations Office at Geneva

Mr R.C.D. Looye
Second Secretary
Permanent Mission to the United Nations Office at Geneva

CHYPRE

Représentant :

Mr Z. Rossides
Permanent Representative to the United Nations, New York

ETATS-UNIS D'AMERIQUE

Représentant :

Mr C.A. Herter, Jr.
Special Assistant to the Secretary of State for
Environmental Affairs

ETATS-UNIS D'AMERIQUE (suite)

Suppléant :

Mrs Shirley Temple Black
Deputy Chairman
United States Delegation to the United Nations Conference
on the Human Environment

Conseillers :

Mr J.M. Cates, Jr.
Counsellor for Political Affairs
Permanent Mission to the United Nations Office at Geneva

Mr L. Felsenthal
Counsellor for Economic Affairs
Permanent Mission to the United Nations Office at Geneva

Mr Fitzhugh Green
Consultant
US Environmental Protection Agency

Mr W. Irwin, Jr.
Special Adviser
Permanent Mission to the United Nations, New York

Mr D.R. King
Chief Scientist, Bureau of International Scientific and
Technological Affairs
Department of State

Conseillers représentants au Congrès

The Honorable Seymour Halpern
United States House of Representatives

The Honorable Joseph E. Karth
United States House of Representatives

FRANCE

Représentant :

M. P.V. Auger
Professeur à l'Université de Paris

Conseillers :

M. O. Manet
Ministre plénipotentiaire
Ministère des Affaires étrangères

M. J.P. Masset
Secrétaire des Affaires étrangères
Ministère des Affaires étrangères

M. G. Faugère
Deuxième Secrétaire
Mission permanente auprès de l'Office des Nations Unies à Genève

INDE

Représentant :

Mr N. Krishnan
Ambassador
Permanent Representative to the United Nations Office
at Geneva

Suppléants:

Mr A.S. Mani
First Secretary
Permanent Mission to the United Nations, New York
Mr P.M.S. Malik
First Secretary
Permanent Mission to the United Nations Office at Geneva

IRAN

Représentant :

Mr F. Hoveyda
Deputy Foreign Minister for International and Economic Affairs
Ministry of Foreign Affairs

Suppléants:

Mr E. Firouz
Deputy Minister
Ministry of Natural Resources
Mr S. Rassekh
Deputy Managing Director
Plan Organization

Conseillers :

Mr Ch. Mofidi, Professor of Human Ecology
Vice-Chancellor for Research and Graduate Studies
University of Teheran
Mr E. Djahannema
First Secretary
Permanent Mission to the United Nations Office at Geneva
Mr M. Pishva
First Secretary
Permanent Mission to the United Nations, New York
Mr N. Zahedi
Ministry of Foreign Affairs
Mr S. Shaibani
Head of Petrochemical Research Group
National Iranian Oil Company

ITALIE

Représentant :

Mr C. Calenda
Minister Plenipotentiary
Ministry of Foreign Affairs

Suppléant :

Mr G. Jacoangeli
Chief
Section for Multilateral Problems
Ministry of Foreign Affairs

Conseillers:

Mr F. Ponti
Attaché
Industrial and Economic Affairs
Permanent Mission to the United Nations Office at Geneva
Miss Donata Ferretti
Adviser
Ministry of Budget and Economic Planning
Mr M. Pavan
Professor at the University of Pavia
Mr A. Catalani
Ministry of the Interior
Director General of Civil Protection
Mr E. Destefanis
Counsellor
Ministry of Foreign Affairs

JAMAÏQUE

Représentant :

Mr K. Johnson
Ambassador
Permanent Representative to the United Nations, New York

Suppléants :

Mr P.V. Marsh
Deputy Permanent Representative to the United Nations,
New York
Mr R.B. Manderson-Jones
Assistant Secretary
Ministry of External Affairs
Permanent Mission to the United Nations Office at Geneva

JAPON

Représentant :

Mr H. Kitahara
Ambassador
Permanent Representative to the United Nations Office at Geneva

Suppléant :

Mr T. Naito
Counsellor
Permanent Mission to the United Nations, New York

Conseillers :

Mr M. Oike
Deputy Head of Environmental Sanitation Bureau
Ministry of Health and Welfare

Mr H. Imamura
Policy Planning Officer
Ministry of Transport

Mr T. Nishikawa
Deputy Head of Water Pollution Control Division
Economic Planning Agency

Mr Y. Yatabe
Deputy Head and Planning Officer
General Affairs Division
Planning Bureau
Ministry of Construction

Mr T. Suname
Deputy Head
Technical Official of Ministry of International Trade and Industry

Mr K. Kaneko
Scientific Affairs Division
United Nations Bureau, Ministry of Foreign Affairs

Mr K. Takano
Second Secretary
Permanent Mission to the United Nations Office at Geneva

MEXIQUE

Représentant :

Sr licenciado J. Palacios Treviño
Delgado Permanente Alterno ante las Naciones Unidas en Ginebra

Suppléants :

Sr doctor E. Márquez-Mayaudón
Director de Higiene del Ambiente en la
Secretaría de Salubridad y Asistencia

Sr M. Flehn-Mejía
Secretario de Embajada
Mision permanente ante las Naciones Unidas en Ginebra

PAYS-BAS

Représentant :

Mr L.J. Mostertman
Professor of Hydraulics
Director of the International Courses in Hydraulic and Sanitary Engineering

Conseillers :

Mr J.W. Tesch
Professor, Environmental Health
Agricultural University
President of the Organization for Health Research, TNO

Mr J.W.F. La Rivière
Professor of Environmental Microbiology
University of Delft

Mr H.V.M. van Gils
Senior Adviser on Environmental Conservation (Shell)

REPUBLIQUE ARABE UNIE

Représentant :

Dr H. Khallaf
Ambassador
Permanent Representative to the United Nations Office at Geneva

Suppléant :

Mr E.A. El Reedy
Counsellor
Permanent Mission to the United Nations Office at Geneva

Conseiller :

Mr S. Jraz
Third Secretary
Permanent Mission to the United Nations Office at Geneva

ROYAUME-UNI

Représentant :

Dr M.W. Holdgate
Director
Central Unit on Environmental Pollution
Department of the Environment

Suppléant :

Mr R. Arculus
Head of Science and Technology Dept.
Foreign and Commonwealth Office

Conseillers :

Miss A. Warburton
Counsellor
Permanent Mission to the United Nations Office at Geneva

Mr D.J. Johnson
Second Secretary
Permanent Mission to the United Nations Office at Geneva

Mr F.B. Wheeler
Foreign and Commonwealth Office

SINGAPOUR

Représentant :

Mr Lee Yong Siang
Senior Executive Engineer
Public Works Department
Ministry of National Development

Suppléant :

Mr C.R. Ananthan
Public Health Engineer
Ministry of Health

SUEDE

Représentant :

Mr O. Rydbeck
Ambassador
Permanent Representative to the United Nations, New York

Suppléant :

Mr C. Swartz
Ambassador
Ministry of Foreign Affairs

Conseillers :

Mrs Inga Thorsson
Ambassador
Ministry of Foreign Affairs

Mr A. Engström
Professor
Scientific Advisory Council

Mr Jan Martenson
Secretary-General
Swedish Preparatory Committee for the United Nations
Conference on the Human Environment

Mr O.F. Heyman
First Secretary
Permanent Mission to the United Nations, New York

Mr L-G. Engfeldt
Second Secretary
Permanent Mission to the United Nations Office at Geneva

Mr H. Stenram
Research Assistant
Zoological Institute, Lund

Mr S. Kronvall
Head of Section
Ministry of Agriculture

Mr G. Bäckstrand
Ministry of Foreign Affairs

Mr M. Renborg
Trainee
Permanent Mission to the United Nations Office at Geneva

SUEDE (suite)

Conseillers spéciaux :

Mr G. Seidenfaden
Ambassador
Ministry of Foreign Affairs

Mr V. Korsbaek
Head of Division
Ministry of Foreign Affairs

Mr H. Schmiegelow
Assistant Head of Section
Ministry of Foreign Affairs

Mr R. Honkaranta
Ambassador
Ministry of Foreign Affairs

Mr I. Kangas
Head of Division
Ministry of Education

Mr Antti Hynninen
Second Secretary
Permanent Mission of Finland to the United Nations Office at Geneva

Mr E. Benediktsson
Minister Plenipotentiary
Permanent Representative of Iceland to the United Nations Office at Geneva

Mr N.L. Dahl
Counsellor
Permanent Mission of Norway to the United Nations Office at Geneva

Mr E. Lykke
Head of Division
Ministry of Foreign Affairs

TCHÉCOSLOVAQUIE

Représentant :

Mr R. Lacko
Deputy Permanent Representative to the United Nations

Suppléants :

Mr V. Kasalicky
Deputy Director of the Research Institute for Buildings
and Architecture
Scientific Secretary of the Czechoslovak Preparatory Committee

Mr F. Zaris
Head of Section of Environment
Ministry of Building and Technology

Conseiller :

Mr J. Stahl
First Secretary
Permanent Mission to the United Nations Office at Geneva

UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES

Représentant :

Mr K. Ananichev
Director of Department
USSR State Committee for Science and Technology

Suppléants :

Mr V. Kovda
Professor at Moscow University
Director of the Institute of Agrochemistry and
Soil Science of Academy of Sciences

Mr Y. Antonov
Professor
Director of Department
Ministry of Health

Conseillers :

Mr A. Baranov
Permanent Mission to the United Nations Office at Geneva

Mr M. Lazarev
Professor at the Institute of State and Law of USSR
Academy of Sciences

Mr Y. Harkevich
First Secretary
Ministry of Foreign Affairs

Mr S. Birioulev
Counsellor
Permanent Mission to the United Nations Office at Geneva

Mr V. Perchik
Second Secretary
Permanent Mission to the United Nations Office at Geneva

Mr M. Serebrennikov
Senior Specialist
USSR State Committee for Science and Technology

YUGOSLAVIE

Représentant :

Mr L. Mojsov
Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary
Permanent Representative to the United Nations, New York

Suppléants :

Mr R. Rajic
Director, Institute for Urban Planning,
Belgrade

YUGOSLAVIE (suite)

Suppléants (suite) :

Mr J. Kulisic
Third Secretary
Permanent Mission to the United Nations at Geneva

ZAMBIE

Représentant :

Mr A.K. Simuchimba
Counsellor
Permanent Mission to the United Nations, New York

B. Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies
représentés par des observateurs

Australie

Mr M. Loveday
Permanent Representative to the United Nations, Geneva

Dr R.S. Merrillees, First Secretary
Permanent Mission to the United Nations, New York

Mr W. Fisher, Second Secretary
Permanent Mission to the United Nations, Geneva

Autriche

Mr F. Ceska
Counsellor, Deputy Permanent Representative to the United Nations, Geneva

Belgique

Mlle Cl. Kirschen, Secrétaire d'Ambassade
Mission permanente de la Belgique auprès de l'Office des Nations Unies à Genève

Bulgarie

Mr C. Kossov, Second Secretary
Permanent Mission to the United Nations, Geneva

Chili

Sr H. Cubillos, Consejero
Representante Permanente Adjunto ante las Naciones Unidas en Ginebra

Sr J.M. Ovalle, Secretario
Misión permanente ante las Naciones Unidas en Ginebra

Chine

Mr Chang Lung
Counsellor, Permanent Mission to the United Nations, Geneva

Colombie

Sr D. Garces,
Embajador, Representante permanente ante las Naciones Unidas en Ginebra

Sr N. Gomez
Consejero, Representante Permanente Adjunto ante las Naciones Unidas en Ginebra

Danemark

Mr G. Seidenfaden
Ambassador, Ministry of Foreign Affairs

Mr V. Korsbaek,
Head of Division, Ministry of Foreign Affairs

Mr H.E. Schmiegelow
Assistant Head of Section, Ministry of Foreign Affairs

Espagne

Sr D.F. San Sebastian
Sub-director General de Cooperacion Economica,
Ministerio de Asuntos Exteriores

Sr D.E. Armijo,
Secretaria General Técnica, Ministerio de Obras Publicas

Finlande

Mr R. Honkaranta
Ambassador, Ministry of Foreign Affairs, Helsinki

Mr Ilppo Kangas
Secretary General, Environmental Quality Council

Mr A. Hynninen
Second Secretary of Embassy, Permanent Mission to the United Nations, Geneva

Hongrie

Mr F. Gajda
Permanent Mission to the United Nations, Geneva

Islande

Mr E. Benediktsson,
Minister Plenipotentiary, Permanent Representative to the United Nations, Geneva

Malte

Mr E. Saliba
Permanent Representative to the United Nations, Geneva

Maroc

M. M. Al-Arbi Khattabi
Conseiller, Mission permanente auprès de l'Office des Nations Unies à Genève

Mongolie

Mr Z. Erendo,
Second Secretary, Permanent Mission to the United Nations, Geneva

Mr P. Khaliankhov
Permanent Mission to the United Nations, Geneva

Norvège

Mr N.L. Dahl
Counsellor, Permanent Mission of Norway to the United Nations, Geneva

Mr E. Lykke
Head of Division, Ministry for Foreign Affairs

Nouvelle-Zélande

Mr B.W.P. Absolum,
First Secretary, Permanent Mission to the United Nations, Geneva

Mr A.W. Dawson,
Second Secretary, Permanent Mission to the United Nations, Geneva

Pakistan

Mr S.M. Khan, PFS
Counsellor, Permanent Mission to the United Nations, Geneva
Mr T.O. Hyder, PFS
Third Secretary, Permanent Mission to the United Nations, Geneva

Panama

Mr J.M. Espino Gonzalez, Ambassador
Permanent Representative to the United Nations, Geneva
Mr E. Royo Linares, Third Secretary
Permanent Mission to the United Nations, Geneva

Philippines

Mr F. Rosal,
First Secretary, Permanent Mission to the United Nations, Geneva
Mr M.S. Aguillon,
Third Secretary, Permanent Mission to the United Nations, Geneva

Pologne

Mr A. Czyzewski,
Secretary of Polish Committee for Protection of Human Environment
Mr M. Gorajewski,
Second Secretary, Permanent Mission to the United Nations, Geneva
Mr A. Podniesinski,
Advisor of the Prime Minister

Roumanie

Mr N. Dinu,
Second Secretary, Permanent Mission to the United Nations, Geneva

Trinité-et-Tobago

Mr M.O. St. John,
Counsellor, Permanent Mission to the United Nations, Geneva
Mr L. Cumberbatch,
First Secretary, Permanent Mission to the United Nations, Geneva

Tunisie

M. H. Abbas,
Conseiller, Mission permanente auprès de l'Office des Nations Unies à Genève

Turquie

Mr O. Kulin,
Counsellor, Permanent Mission to the United Nations, Geneva

Venezuela

Sr S. Molina-Duarte
Consejero, Misión permanente ante las Naciones Unidas en Ginebra
Miss M.C. López
Segundo Secretario, Misión permanente ante las Naciones Unidas en Ginebra
Sr N. Pino
Tercer Secretario, Misión permanente ante las Naciones Unidas en Ginebra

C. Etats non membres de l'Organisation des Nations Unies
représentés par des observateurs

République du Viet-Nam

M. Le Van Loi
Représentant permanent auprès de l'Office des Nations Unies à Genève
M. Pham Van Trinh
Deuxième secrétaire
Mission permanente auprès de l'Office des Nations Unies à Genève
Mlle Nguyen Le Dung
Troisième secrétaire
Mission permanente auprès de l'Office des Nations Unies à Genève
M. Nguyen Cong Anh Tuan
Troisième secrétaire
Mission permanente auprès de l'Office des Nations Unies à Genève

République fédérale d'Allemagne

Mr G. Schaar,
First Secretary, Permanent Mission to the United Nations, Geneva
Mr K. Lenz,
Third Secretary, Permanent Mission to the United Nations, Geneva

Saint-Siège

Le Révérend Père Henri de Riedmatten, O.P.
Observateur permanent auprès de l'Office des Nations Unies à Genève
Mme Dr. Marie-Thérèse Graber-Duvernay

Suisse

M. H. Voirier,
Ministre, Division des organisations internationales,
Département politique fédéral

D. Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies

Représentant du Secrétaire général

M. V. Winspeare Guicciardi,
Secrétaire général adjoint
Directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève

Secrétariat de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement

M. M.F. Strong, Secrétaire général adjoint, Secrétaire général de la Conférence
M. M. Nerfin, Conseiller spécial
M. J. Mussard, Représentant spécial du Secrétaire général de la Conférence
M. M. Dina Lobe, Administrateur de programmes (hors classe)
M. P. Thacher, Administrateur de programmes (hors classe)
Dr E. Iglesias, Consultant principal
Dr M. Ul-Haq, Consultant principal
M. A. Korn, Secrétaire du Comité préparatoire

Département des affaires économiques et sociales

M. R.J. Crooks
Directeur du Centre de l'habitation, de la construction et de la planification
M.A. Ciborowski
Directeur adjoint du Centre de l'habitation, de la construction et de la planification
M. T. Barnea,
Directeur de la Division des ressources et des transports, New York
M. V. Baum,
Directeur adjoint, Service des questions économiques et techniques de la mer
M. D. Steinthorsen
Administrateur général, Centre de la planification, des projections et des politiques relatives au développement
M. C. Roosevelt
Chef de la Section des organisations non gouvernementales

Commission économique pour l'Europe

M. J. Stanovnik
Secrétaire exécutif
M. A.S. Bishop
Directeur de la Division de l'environnement et de l'habitation
M. B.F. Reiner
Directeur adjoint de la Division de l'environnement et de l'habitation
M. J. Stvan
Division de l'environnement et de l'habitation
M. G. Dente
Division des transports

Bureau des affaires interorganisations

M. A. Dollinger,
Représentant spécial en Europe pour la coordination et les affaires du CAC
M. P. Casson, Fonctionnaire principal chargé de la coordination,
Groupe de la coordination
M. T.S. Zoupanos, Fonctionnaire chargé de la coordination

Cabinet du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques spéciales

M. F. Sella
Secrétaire du Comité scientifique pour l'étude des effets des rayonnements
ionisants

Service juridique

M. P. Raton
Juriste principal, chargé de la liaison avec le Service juridique du Siège
Cabinet du Directeur général, Genève
M. Z. Marcella
Juriste, Division des questions juridiques générales

E. Organes de l'Organisation des Nations Unies

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)

M. J. Kohout
Conseiller spécial du Secrétaire général
M. V. Kolontai
Assistant spécial, Division de la recherche

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)

M. J. Fath
Chef de la Division de la technologie industrielle

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

M. Townley,
Chef du Programme de ressources animales et de ressources en poisson

Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)

M. C.H. Mace,
Haut Commissaire adjoint

Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche

M. D.P. Serwer
Attaché de recherche adjoint, UNITAR

F. Institutions spécialisées et ALEA

Organisation internationale du Travail (OIT)

M. B. Bolin

Sous-Directeur général

M. A. Ali

Chef du Département des relations et des conférences

M. J.A. Northcott

Division de la sécurité et de l'hygiène du travail

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

M. E. Saouma

Président du Groupe de travail interdépartemental des ressources naturelles

M. P. Contini

Conseiller juridique

M. M. Ruivo

Directeur de la Division des ressources et de l'exploitation des pêches,
Département des pêches

M. P.J. Mahler

Administrateur hors classe, Service des ressources naturelles et de l'environnement,
Division de l'agriculture

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)

M. M. Batisse

Directeur de la Division des études et des recherches relatives aux
ressources naturelles

M. M. Makagiansar

Département des sciences sociales

Organisation mondiale de la santé (OMS)

Dr M.M. Kaplan

Directeur du Bureau de la science et de la technologie

Dr M. Sacks

Chef de la Division de la coordination des programmes

Dr P. Macuch

Médecin, Bureau de la science et de la technologie

Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD)

M. J. Lee,

Conseiller pour les questions relatives à l'environnement et à la santé,
BIRD, Washington

M. A. von dem Bussche

Observateur, Bureau de Paris, BIRD

Union internationale des télécommunications (UIT)

M. C. Stead
Chef du Département des relations extérieures
M. R. Smith
Ingénieur, Département des relations extérieures

Organisation météorologique mondiale (OMM)

M. C.C. Wallen
Chef de la Division des programmes scientifiques et techniques

Organisation intergouvernementale consultative pour la navigation maritime (OMCI)

M. C. Goad,
Secrétaire général
M. S.L.D. Young
Chef de la Division des sciences de la mer et des questions techniques

Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)

M. J. Servant
Directeur, Bureau de l'AIEA à Genève
M. Z. Wilhelmi
Directeur de la Division de la santé et de la sécurité et de l'élimination
des déchets
M. G. Klevanski
Bureau de l'AIEA à Genève

Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT)

M. J. Tumlr
Directeur de la Division de la documentation commerciale
Mme M. Potter
Conseillère, Division générale
Mme B. Beer
Conseillère, Section des relations extérieures

G. Autres organisations intergouvernementales

Organisation de coopération et de développement économiques

M. G. Eldin
Secrétaire général adjoint
Dr H. Roderick
Directeur de la Division de l'environnement
M. C. Cochrane
Administrateur principal, Division de la coopération scientifique internationale
M. G. Mallett
Directeur adjoint, Relations extérieures

Organisation des Etats américains (OEA)

M. G.J. Shamis

Ambassadeur, représentant du Bureau européen, Genève

M. D. Chadwick Braggiotti

Représentant suppléant de l'OEA en Europe

Banque africaine de développement

M. Shawky Bishara

Directeur de la Division des services sociaux

Communauté économique européenne

M. P. Nicholas

Chef de la Délégation permanente de la Communauté, Genève

M. G. Maurel

Délégation permanente de la Communauté, Genève

Conseil de l'Europe

M. S. Renborg

Chef de la Division de l'environnement et des ressources naturelles

H. Organisations non gouvernementales

Alliance coopérative internationale

M. G.J. Alder

Alliance internationale des femmes

Mlle M. Ginsberg

Mme I. Rimondini-Schnitter

Alliance internationale du tourisme

M. C.A. Kuysten

M. P. Ossipow

M. R. Schmitz-Leuffen

M. M. Krause

Alliance internationale Sainte-Jeanne d'Arc

Mme P. Wolf-Johnson

Alliance mondiale des unions chrétiennes féminines

Mlle A. Arnold

Mlle A. Paquier

Association de droit international

M. M. Brandon

Association des femmes du Pacifique et d'Asie du sud-est

Mme C. Jones

Association du transport aérien international

M. J.L. Gilmore

Association mondiale des guides et des éclaireuses

Mme P. Bugnion

Bureau international catholique de l'enfance

Chanoine J. Moërman

Bureau mondial du scoutisme

M. K.E. Kentopp

M. A.J. Murdoch

M. C. Lindsten

Centre de la paix mondiale par le droit

M. E.J. Smith

Dr B.D. Stosic

Comité consultatif mondial de la Société des amis (Quakers)

M. B. Hollister

Commission des églises pour les affaires internationales

Chanoine D. Jenkins

M. E. Rees

Confédération internationale des syndicats libres

M. H. Umrath

Conférence des femmes de l'Inde

Mme P. Jungalwalla

Conférence internationale des charités catholiques

M. T. Szmitkowski

Congrès du monde islamique

M. Najib El Rawi

Conseil international de l'action sociale

Mlle M-L Cornaz

Conseil international des femmes

Mlle R. Gaillard

Conseil international des femmes juives

Mme S. Eskapa

Mme K. Lévy

Mme A. Schwob

Conseil international des unions scientifiques

M. T.F. Malo e

Entraide universitaire mondiale

M. S. Chidambazanathan

M. R. Eggleston

Fédération internationale des centres sociaux et communautaires

M. G. Kupfer

Fédération internationale des femmes de carrières libérales et commerciales

Mlle A. Travelletti

Fédération internationale des femmes diplômées des universités

Mme C. Jones

Fédération internationale pour le planning familial

M. S. Johnson

Mme J. Swingler

Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies

M. H. Perera

Fédération syndicale mondiale

M. C. De Angeli

Institut Battelle

M. M. Royston

Mlle V. Walker-Leigh

Ligue des sociétés de la Croix-Rouge

Mme Y. Camporini

M. C. Schusselé

Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté

Mme G. Baer

Mme E. Ballantyne

Mme S. Godhaber

Mouvement international des étudiants pour les Nations Unies

Mlle G. Walker

M. T. Lemareshquier

Organisation internationale des femmes chefs d'entreprise (zonta international)

Mme G. Deneke

Organisation internationale des unions de consommateurs

M. W. Schirmer

Pax Romana

M. O. Rouillet

Union internationale des organismes familiaux

Mme K. Midwinter-Vergin

Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources

M. G. Budowski

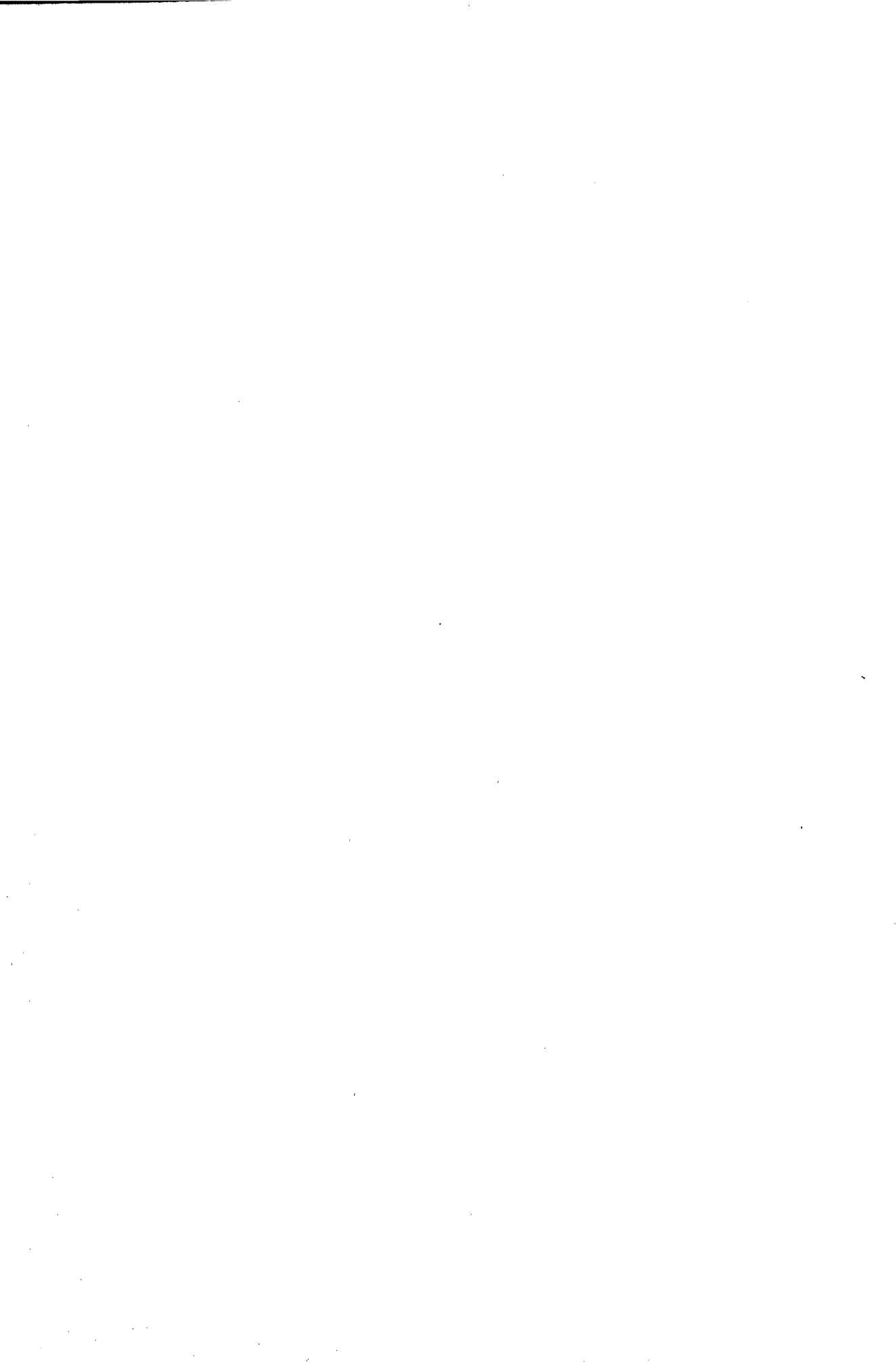
M. R. Nichols

M. R.I. Standish

Union mondiale des organisations féminines catholiques

Mlle L. Herren

Mme M-T Graber-Duvernay



Annexe II

LISTE DE DOCUMENTS PRESENTES AU COMITE PREPARATOIRE
A SA DEUXIEME SESSION

<u>Titre du document</u>	<u>Cote</u>
- Ordre du jour provisoire	A/CONF.48/PC.7
- Rapport du Secrétaire général	A/CONF.48/PC.8 et Add.1
- Ordre du jour, organisation et programme de travail de la Conférence	A/CONF.48/PC(II)/CRP.1
- Ordre du jour, organisation et programme de la Conférence - Annexe II	A/CONF.48/PC(II)/CRP.1/Amend.1
- Rapport sur la réunion du Groupe d'experts de l'habitat humain	A/CONF.48/PC(II)/CRP.2
- Méthodes visant à accélérer l'adoption et l'application de règles et de normes internationales pour la protection de l'environnement	A/CONF.48/PC(II)/CRP.3
- Actions proposées au niveau III	A/CONF.48/PC(II)/CRP.4
- Actions proposées au niveau III - Additif	A/CONF.48/PC(II)/CRP.4/Add.1
- Résumé des parties pertinentes des résolutions adoptées par l'Assemblée générale au sujet de la pollution des mers et des océans	A/CONF.48/PC(II)/CRP.5
- Extraits des parties pertinentes des débats qui ont eu lieu à la vingt-cinquième session de l'Assemblée générale (y compris les débats de la Première Commission) au sujet de la pollution des mers et des océans	A/CONF.48/PC(II)/CRP.6
- Pollution du milieu marin : examen des actions susceptibles d'être entreprises au niveau II ou au niveau III	A/CONF.48/PC(II)/CRP.7
- Note du Secrétaire général de la Conférence	A/CONF.48/PC(II)/CRP.8
- Réponses au questionnaire en vue de l'élaboration d'un projet de déclaration sur l'environnement - Note du Secrétaire général de la Conférence, Additif	A/CONF.48/PC(II)/CRP.8/Add.1
- Récapitulation des décisions prises le 10 février 1971	A/CONF.48/PC(II)/CRP.9
- Echange mutuel d'informations - Note des délégations du Royaume-Uni, de la Suède et des Etats-Unis	A/CONF.48/PC(II)/CRP.10
- Aperçu de l'état d'avancement des travaux du Sous-Comité B	A/CONF.48/PC(II)/CRP.11

Titre du document

- Résumé de certaines recommandations approuvées par la Conférence technique de la FAO sur la pollution des mers (1970)
- Projet de résumé pour le Groupe de rédaction No 6 - Conservation
- SUPPRIME
- Elaboration d'une déclaration sur l'environnement
- Résumés des observations que le Secrétariat a reçues d'organisations non gouvernementales représentées auprès du Comité préparatoire
- Déclaration de la Commission des églises sur les affaires internationales
- Projet de résumé pour le Groupe de rédaction No 9 - Prévention de la dégradation des sols
- Groupes de rédaction 2 - 3 : limites des émissions
- Ordre du jour recommandé
- Projet de résumé pour le Groupe de rédaction No 8 - Programmes d'enseignement et de formation des experts de l'environnement
- Projet de résumé pour le Groupe de rédaction No 4 - Échange d'informations
- Projet de résumé pour le Groupe de rédaction No 1 - Surveillance
- Rapport intérimaire du Sous-Comité A
- Organisation et structure de la Conférence
- Rapport du Groupe de rédaction No 5
 - Organismes des Nations Unies
- Rapport du Groupe de rédaction No 7
 - Enregistrement, préservation et utilisation des ressources génétiques
- Pollution de la mer

Cote

- A/CONF.48/PC(II)/CRP.12
- A/CONF.48/PC(II)/CRP.13/Rev.1
- A/CONF.48/PC(II)/CRP.14
- A/CONF.48/PC(II)/CRP.15/Rev.1
- A/CONF.48/PC(II)/CRP.16
- A/CONF.48/PC(II)/CRP.16/Add.1
- A/CONF.48/PC(II)/CRP.17
- A/CONF.48/PC(II)/CRP.18
- A/CONF.48/PC(II)/CRP.19
- A/CONF.48/PC(II)/CRP.20
- A/CONF.48/PC(II)/CRP.21
- A/CONF.48/PC(II)/CRP.22
- A/CONF.48/PC(II)/CRP.23
- A/CONF.48/PC(II)/CRP.24
- A/CONF.48/PC(II)/CRP.25
- A/CONF.48/PC(II)/CRP.26
- A/CONF.48/PC(II)/CRP.27

Annexe III

ORDRE DU JOUR DE LA DEUXIEME SESSION

1. Questions de procédure
 - a) Ouverture de la session
 - b) Election du bureau
 - c) Adoption de l'ordre du jour
 - d) Organisation des travaux de la session
2. Le programme de la Conférence
 - a) Conception fondamentale du programme et choix des questions et sujets susceptibles d'être inscrits à l'ordre du jour
 - b) Aspects économiques, financiers et sociaux
 - c) Déclaration sur l'environnement
 - d) Incidences institutionnelles internationales
3. Questions d'organisation
 - a) Structure de la Conférence
 - b) Documentation à établir avant la Conférence
 - c) Plan et méthodes de travail pour la période précédant la Conférence
 - d) Participation nationale
 - e) Participation d'organisations autres que les gouvernements et les Nations Unies
4. Information et éducation
5. Réunions futures du Comité préparatoire
6. Questions diverses
7. Adoption du rapport sur la deuxième session

Annexe IV

DECLARATION DU SECRETAIRE GENERAL DE LA CONFERENCE
DES NATIONS UNIES SUR L'ENVIRONNEMENT
à la deuxième session du Comité préparatoire de la Conférence,
Genève, 8 février 1971

Monsieur le Président, je suis vraiment heureux d'avoir le privilège de m'adresser aux représentants, aux observateurs et aux invités réunis ici pour l'ouverture de la deuxième session du Comité préparatoire. Avant de passer aux travaux très concrets dont cette réunion devra s'acquitter, il peut être utile de faire quelques observations générales sur les perspectives de la Conférence de Stockholm telles que le secrétariat les envisage au point où en sont nos préparatifs.

Il va de soi que rien de ce que je vais dire ne saurait modifier les objectifs fondamentaux de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement, tels que l'Assemblée générale les a fixés et tels qu'ils ont été mis au point sur les avis du Comité préparatoire à sa première session. Mes remarques s'inspirent exclusivement de l'évolution du cadre dans lequel notre travail se poursuit, de l'expérience que nous acquérons dans cette tâche ardue et des nombreux entretiens que nous avons eus, à l'intérieur du système des Nations Unies, avec des fonctionnaires des Etats Membres, des représentants des milieux scientifiques et d'autres personnalités.

A l'origine, l'un des buts de la Conférence devait être de sensibiliser l'opinion aux dangers que fait courir au monde entier l'intervention de l'homme dans son milieu naturel dont dépendent sa vie et son bien-être. Or, dans les pays hautement industrialisés, l'environnement est rapidement devenu un souci majeur de l'opinion et une priorité politique de premier ordre. Rarement question a suscité aussi vite une inquiétude aussi généralisée. Je crois qu'on peut affirmer dans l'ensemble qu'il s'agit maintenant pour les pouvoirs publics dans les pays industrialisés non pas d'éveiller l'intérêt et la préoccupation de la population, mais de répondre comme il convient à la pression croissante de l'opinion qui leur demande d'agir.

Le nombre des pays qui adoptent d'importantes mesures législatives nouvelles et créent des ministères nouveaux ou des autorités supérieures chargés de l'environnement augmente sans cesse. Il est vraiment très encourageant d'assister à cette progression du mouvement et à la réaction rapide qu'elle déclenche de la part des gouvernements. Dans les pays industrialisés, notre premier souci doit être de passer de l'inquiétude générale à une compréhension plus précise des possibilités véritables entre lesquelles nous devons opter, puis à l'action qui en fera des réalités. En d'autres termes, nous devons mettre à profit l'intérêt présent du public et le dynamisme politique actuel pour jeter les bases des programmes et entreprises continus et à long terme qui seront nécessaires pour que l'homme réalise avec son milieu l'équilibre nouveau et positif dont dépend notre avenir sur cette planète.

Cependant, si l'environnement a acquis pareil pouvoir politique dans les pays les plus industrialisés, cette force magique lui fait défaut dans une grande partie du tiers monde. Il est certes encourageant de noter là aussi un intérêt et un souci accrus,

mais beaucoup considèrent encore l'environnement comme une préoccupation de riches, une maladie dont ils sont prêts à courir le risque si elle est le corollaire de la croissance économique à laquelle ils aspirent et dont ils ont tant besoin. Ils se demandent aussi et à juste titre de quelle façon les préoccupations que le milieu inspire au monde industrialisé se répercuteront sur la tâche dont ils doivent s'acquitter en priorité et qui est de répondre aux besoins immédiats et fondamentaux de leur population en matière d'alimentation, de logement, d'emploi, d'éducation et de santé. D'autre part ils sont légitimement convaincus que les pays dont la technologie industrielle a été à l'origine de la plus grande partie de la pollution actuelle devraient assumer la principale responsabilité des conséquences qui en résultent pour l'environnement. Avant de se joindre avec enthousiasme aux défenseurs de l'environnement, ils veulent savoir avec plus de certitude dans quelle mesure exactement leurs intérêts et l'ordre de priorité qu'ils se sont assigné risquent de s'en ressentir. Une de nos tâches principales est de veiller à ce qu'il en soit pleinement tenu compte dans les préparatifs de la Conférence et dans son ordre du jour. Mais je crois qu'on reconnaît de plus en plus tant dans les régions relativement développées que dans celles qui sont en voie de développement, que la crise de l'environnement n'est pas seulement une question de pollution industrielle et que les problèmes de l'environnement résultant de la pauvreté ne sont pas moins aigus et sont assurément plus répandus que ceux qui découlent de l'abondance. Il est avéré dans toutes les sociétés que ce sont les pauvres qui ont le plus à gagner d'une amélioration de l'environnement; ils ont moins de ressources à gaspiller en erreurs coûteuses ou en mesures correctives; et il importe qu'ils puissent se faire pleinement entendre, s'agissant d'activités qui, même si d'autres s'en chargent, auront une influence décisive sur leurs intérêts. Au delà de ces considérations, les effets combinés des pressions démographiques, de l'urbanisation, de l'épuisement des ressources et de la détérioration de l'environnement ont une portée internationale. Chose plus importante encore, on en vient à reconnaître que si le développement économique mal planifié peut avoir des effets nuisibles sur l'environnement, une planification et une action efficaces concernant l'environnement peuvent contribuer de façon positive au développement.

Maintenant que nous commençons à percevoir la crise de l'environnement dans son ensemble, il est tout à fait clair que, même si les perspectives et les priorités diffèrent, il s'agit d'une question vitale tant pour les gouvernements et les peuples des pays industrialisés que pour ceux des pays se trouvant à un stade moins avancé de leur industrialisation.

L'ordre du jour que nous proposons pour Stockholm doit refléter l'opinion nouvelle qui se fait jour sur la question de l'environnement dans son contexte le plus large : il y a des problèmes d'habitat humain partout; il n'existe pas de pays qui ne soit intéressé par la gestion rationnelle des ressources naturelles; notre étude des problèmes de pollution sera centrée sur ceux des aspects qui ont manifestement une portée internationale.

Je crois que notre travail sera de plus en plus influencé par l'évolution d'une opinion selon laquelle la qualité de l'environnement et le bien-être des sociétés et des individus ne peuvent être séparés nulle part, ni dans la pensée ni dans l'action,

en cette période de tension dangereuse dans les rapports de l'homme avec son environnement. Il me semble qu'un certain nombre d'autres considérations importantes interviennent à mesure que se découvre le panorama écologique.

Premièrement, tout le monde - particuliers, pouvoirs publics, institutions des Nations Unies et personnel du Secrétariat - se rend compte de plus en plus des lacunes énormes que présentent les connaissances relatives au système écologique et à son fonctionnement. Il serait même plus exact de parler non pas de lacunes, mais d'îlots de connaissance dans un océan d'ignorance. Les conséquences pour notre entreprise en sont nombreuses, l'une d'elles, et non la moindre, étant qu'il nous paraît de plus en plus urgent de déterminer ce que nous avons le plus besoin de savoir si nous voulons remplacer l'exploitation insouciante des ressources de la terre par une gestion intelligente. C'est pourquoi il est à peu près certain qu'une grande partie du programme de travail que nous attendons de la Conférence de Stockholm portera sur les moyens d'élargir l'acquisition et l'emploi, par la collectivité, des connaissances nécessaires pour comprendre les options qui s'offrent à nous et faire un choix.

Deuxièmement, je crois que nous nous persuadons de plus en plus que la gestion de l'environnement est une tâche de très longue haleine, une tâche en réalité permanente. Nous apprenons à ne pas rechercher de solutions définitives aux problèmes de l'environnement, mais à essayer de trouver des procédés ou des moyens permettant de repérer les problèmes et de mettre constamment au point des solutions. Nous nous apercevons de plus en plus que les décisions qui seront prises à Stockholm, quelles qu'elles soient, ne représenteront que les premières étapes dans l'exécution d'un engagement à longue échéance et sans cesse renouvelé pour ordonner de façon plus rationnelle les relations critiques entre l'espèce humaine et la nature.

Troisièmement, nous reconnaissons avec plus de discernement que la plupart des décisions relatives à l'environnement exigent un certain compromis entre des intérêts souvent jusqu'ici défendus aveuglément sans égard pour leurs effets sur d'autres intérêts tout aussi valables. La nécessité de concilier ces intérêts évoque fréquemment une idée de "conflit". Je crois cependant que nous nous habituons progressivement à y voir, de manière plus constructive et plus féconde, un choix - des options - des relations mutuelles, non pas au détriment du bien-être humain, mais dans l'intérêt du progrès social en soi dans une communauté mondiale respectant à la fois la dignité de l'homme et l'intégrité correspondante de la nature. Cela tend à concentrer de plus en plus notre attention sur l'importance des institutions et tout particulièrement sur la manière dont les décisions sont prises dans chaque Etat et au niveau intergouvernemental. Cela aussi, je crois, apparaîtra nettement au cours de nos travaux préparatoires et des débats de Stockholm.

Quatrièmement, j'ajouterai que l'effort déployé pour s'attaquer aux problèmes récemment découverts de l'environnement pénètre tout le système des Nations Unies. Déjeunant il y a deux semaines avec un groupe international d'experts de l'habitat humain, le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales a évoqué l'incidence "intellectuellement stimulante" des problèmes de l'environnement, qui contraint le Secrétariat de l'ONU lui-même à envisager une planification universelle.

Ces raisons et d'autres encore m'ont convaincu que les travaux préparatoires, dans lesquels ce Comité joue un rôle capital, sont aussi importants que la Conférence de Stockholm elle-même. Le processus d'étude et de formation a déjà commencé, et là aucun pays ne peut s'ériger en maître. Chacun a beaucoup à apprendre de l'expérience d'autrui, mais en matière d'environnement les sociétés en sont toutes au jardin d'enfants.

D'un autre côté, à mesure que nous examinerons en détail l'organisation de la Conférence et les idées dont vont s'inspirer les propositions que nous discuterons, il apparaîtra, j'en suis sûr, que le secrétariat connaît parfaitement ses limites. Vous verrez, en consultant le calendrier proposé, qu'aucune surprise n'attend les gouvernements participants pendant le déroulement de la Conférence de Stockholm; ils se rencontreront pour discuter de questions qu'ils connaîtront d'avance et à la préparation desquelles ils auront participé autant qu'ils l'auront voulu.

D'une manière plus générale, les plans que nous vous proposons montreront bien que le secrétariat de la Conférence, dans son rôle d'agent appelé à servir les pays membres, ne peut que présenter aux gouvernements diverses options sur lesquelles il leur appartient d'agir ou non. Ce sont les gouvernements qui disposent du fonds commun de volonté politique nécessaire à la coopération.

Cela ne signifie pas qu'un secrétariat actif, vivant et travaillant semaine après semaine et mois après mois avec les sujets inscrits à l'ordre du jour sera dépourvu d'idées sur le fond. Nous considérons même comme une partie essentielle de nos devoirs de signaler à l'attention des gouvernements que nous sommes ici pour servir toute idée que nous aurions sur des questions de fond. Je parle évidemment d'idées émises non pas d'un point de vue scientifique ou technique, mais d'un point de vue pratique sur les sujets qui peuvent être ou ne pas être prêts pour des consultations approfondies au niveau des gouvernements.

Permettez-moi à ce propos d'exprimer ma gratitude pour la coopération et l'appui excellents dont moi-même et mon secrétariat avons bénéficié de la part des gouvernements, des organisations du système des Nations Unies, d'autres organisations intergouvernementales et aussi d'organisations non gouvernementales. J'espère que cette coopération continuera et s'accroîtra et j'accueillerais avec un intérêt particulier une plus grande participation de la jeunesse dans le processus de préparation.

Je sais que les gouvernements s'occupent d'un volume important de travaux indispensables. Je suis de plus en plus impressionné par la diversité et la qualité des travaux de fond en cours dans les institutions, les départements et les commissions des Nations Unies; la coordination de ces activités est assurée par le Groupe spécial de coordination du CAC, et au Siège de l'Organisation des Nations Unies par un groupe de travail spécial réuni par le Département des affaires économiques et sociales; enfin, des relations directes de travail ont été établies avec des organismes non gouvernementaux tels que le Conseil international des associations scientifiques et des groupes consultatifs spéciaux tels que le groupe international réuni le mois dernier par le Centre de l'habitat, de la construction et de la planification pour fournir des avis sur l'habitat humain en relation avec l'ordre du jour proposé. Un aperçu résumé des travaux de cette réunion vous sera communiqué.

L'installation de notre secrétariat à Genève à proximité des bureaux de la Commission économique pour l'Europe facilitera la coordination de nos travaux avec ceux que le secrétariat de la CEE consacre à la préparation de la Conférence de Prague. Nous avons déjà largement profité des conseils et de l'assistance du secrétariat de la CEE et le nécessaire sera fait afin que les travaux des deux conférences et les résultats auxquels elles aboutiront soient en parfaite harmonie et constituent deux étapes complémentaires dans l'approche globale des problèmes de l'environnement par l'Organisation des Nations Unies.

Vous remarquerez que nous avons complété notre secrétariat par des éléments nouveaux et utiles, mais il restera un secrétariat très limité et, pour la plupart d'entre nous, nos tâches sont encore relativement nouvelles.

En ce qui concerne le travail effectué avant la deuxième session du Comité préparatoire, le rapport du Secrétaire général pour cette réunion a été terminé le 2 décembre, afin de pouvoir être traduit et adressé aux gouvernements pour la fin de l'année. Depuis lors, nos idées sur le nombre de questions évoquées dans le rapport ont été influencées par le cours de nos travaux et par les avis que nous avons recueillis de nombreuses sources.

Plutôt que de prendre de votre temps à cette session d'ouverture pour exposer ces idées nouvelles, j'ai préparé un mémorandum sur l'ordre du jour, l'organisation et le programme de travail de la Conférence de Stockholm qui est, en fait, un supplément au rapport du Secrétaire général à la deuxième session du Comité préparatoire. Ce mémorandum porte la cote Document de séance No 1.

Je ne reprendrai donc pas, dans ces observations, tous les points et les détails qui figurent dans le document de séance. Je voudrais, cependant, souligner et dans une certaine mesure développer certains aspects de la préparation de la Conférence qui me semblent revêtir une signification générale pour les travaux de cette réunion. Je le ferai sous les rubriques suivantes, mais sans suggérer d'ordre de priorité par l'ordre dans lequel je les aborderai.

Participation des pays en voie de développement

Il était entendu d'emblée que l'une des tâches prioritaires du secrétariat consistait à faciliter la participation pleine et entière des pays en voie de développement tant au processus de préparation qu'aux travaux de Stockholm. A cet effet, des dispositions ont été prises par l'entremise du secrétariat de la Conférence afin de faciliter la fourniture d'une assistance technique chaque fois qu'elle sera demandée par les pays en voie de développement pour la préparation de leurs diverses contributions à la programmation de la Conférence; l'organisation d'une série de séminaires régionaux en Amérique latine, en Afrique, en Asie et au Moyen-Orient est prévue en coopération avec les commissions économiques régionales et le Bureau économique et social des Nations Unies à Beyrouth; on espère que ces séminaires pourront avoir lieu avant la prochaine session du Comité préparatoire. Une assistance financière spéciale est prévue afin de permettre à des experts des pays en voie de développement de jouer pleinement le rôle de consultants dans la préparation des documents de la Conférence.

Programme de la Conférence

Au cours de la première session du Comité préparatoire et des débats qui ont eu lieu par la suite au Conseil économique et social et à l'Assemblée générale, les gouvernements ont manifesté clairement le vœu de voir la Conférence s'orienter vers l'action. Or, l'un des grands enseignements que nous devons tirer des problèmes que pose actuellement le milieu humain, c'est qu'il n'est pas possible d'entreprendre des actions isolées ou d'en évaluer séparément les effets, car elles sont parties intégrantes d'un ensemble complexe de relations de cause à effet que nous devons saisir et évaluer comme telles. Le problème de l'environnement est le résultat global d'une série d'interventions incohérentes dans le milieu humain, et il ne sera pas résolu par une série de mesures de circonstance dénuées de cohérence. Nous devons avant tout élaborer un schéma général et complet dans lequel nous puissions mieux saisir toutes les conséquences de nos actions, trouver des solutions de rechange et établir un ordre de priorité. C'est dans ce cadre général que doivent se situer les actions individuelles. L'élaboration d'un tel cadre est à mes yeux l'une des tâches principales de la Conférence de Stockholm. C'est pourquoi j'estime que lors de la mise au point du programme et de l'ordre du jour de la Conférence, nous devons passer d'une analyse générale du thème dans son ensemble à l'établissement d'un schéma d'action et ensuite à la formulation de propositions précises d'action.

Bien entendu, la Conférence n'aura pas elle-même le loisir d'étudier dans le détail tous les aspects du sujet. Nous devons donc adopter un principe directeur qui nous permette de choisir les questions que la Conférence pourra examiner dans le peu de temps dont elle disposera pour chaque point de son ordre du jour. Puisque les gouvernements souhaitent que la Conférence s'oriente vers l'action, je suggère que nous retenions le principe de l'action comme l'idée directrice devant présider au choix des thèmes auxquels la Conférence devra consacrer une attention particulière. Nous serons donc amenés à choisir les questions qui se prêtent à la mise au point de propositions d'action précises que la Conférence pourrait recommander, conformément aux critères énoncés au paragraphe 22 du rapport du Secrétaire général. Mais, pour être utiles et valables, les mesures proposées devront être élaborées et examinées dans le cadre d'un schéma d'ensemble, de manière qu'on puisse les rattacher les unes aux autres dans l'ordre de priorité et les situer par rapport aux mesures à plus long terme dont elles seront le prélude dans la plupart des cas. Même si ces mesures préliminaires n'ont qu'une portée relativement modeste, leur importance sera grande, car c'est d'elles que dépendra l'orientation de l'action future. Un accord sur le plan des idées devra naturellement intervenir au préalable et servir de base à l'entente sur le plan politique qui, elle, permettra de formuler des propositions précises. Certains problèmes pourront donner lieu à des recommandations de caractère général, d'autres à des mesures plus précises, par exemple pour le rassemblement, la diffusion et l'évaluation des connaissances, les travaux de recherche et la mise en œuvre des politiques. Comme la plupart

des actions dont on peut prévoir la nécessité relèvent entièrement de la juridiction nationale, nombre des mesures proposées se présenteront sous forme de recommandations précises adressées aux gouvernements. Il faudra évidemment attacher une importance particulière aux problèmes dont la solution appellera une action internationale complémentaire sur le plan régional ou sur le plan mondial ou sur les deux à la fois. En pareil cas, les propositions concrètes seront assorties de recommandations adressées aux organismes internationaux compétents à l'échelon régional et/ou mondial.

Questions et sujets susceptibles d'être inscrits à l'ordre du jour

Nous nous sommes efforcés, vous le savez, de résumer, dans l'annexe I du rapport du Secrétaire général concernant cette session, la liste des questions précises dont l'inscription à l'ordre du jour avait été proposée et j'avais indiqué que je ferais connaître mes suggestions précises sur l'ordre du jour dans ma déclaration à l'ouverture de la session. En conséquence, tenant compte des consultations qui se sont déroulées dans le cadre des Nations Unies et des vues que les gouvernements m'ont communiquées, je propose de diviser l'ordre du jour de la Conférence en six grandes catégories de questions qui sont décrites de façon plus complète dans le document de séance No 1 :

1. La planification et l'aménagement de l'habitat humain en vue de sauvegarder la qualité de l'environnement
2. La gestion des ressources naturelles dans ses rapports avec l'environnement
3. La lutte contre les polluants et les nuisances d'importance internationale
4. Les aspects éducatifs, sociaux et culturels des problèmes de l'environnement
5. Les aspects économiques et financiers des problèmes de l'environnement
6. Les incidences institutionnelles internationales des propositions d'action

En ce qui concerne l'élaboration de l'ordre du jour, notre tâche consiste pour l'essentiel à ordonner les sujets de la manière qui nous permettra le mieux de cerner les principaux problèmes dont doivent s'occuper les gouvernements, d'établir un cadre rationnel dans lequel on puisse formuler des mesures correctives et de déterminer les mesures spécifiques les plus importantes qui peuvent faire l'objet d'une action prioritaire. Nous devons également agencer l'ordre du jour de manière à pouvoir obtenir et utiliser très rapidement les contributions de sources diverses à la préparation technique de la documentation à établir pour chaque question. L'ordre des questions que nous avons proposé fait une large place à ces considérations.

Commissions

Il a été suggéré qu'il serait préférable de créer six commissions, une pour chacun des thèmes principaux. Je crois que cette suggestion mérite d'être retenue et je propose que les six commissions soient appelées respectivement Commission I, II, III, IV, V et VI, que chacune d'entre elles traite du thème correspondant et que

les Commissions IV, V et VI se réunissent après les Commissions I, II et III respectivement. Comme les rapports de situation et les mémorandums d'action pour les six thèmes auront été préparés à partir d'une documentation commune et selon des méthodes uniformes, on peut s'attendre à ce qu'ils soient cohérents et compatibles entre eux dans leur façon de traiter les sujets. Toutefois, l'examen des questions plus précises dont auront à traiter les Commissions I, II et III conditionnera nécessairement l'examen des questions plus générales qu'examineront ensuite les Commissions IV, V et VI. Des dispositions seront donc prises pour transmettre les résultats de ces premières réunions aux réunions du deuxième groupe de trois commissions.

Le temps dont on disposera pour les réunions des commissions dépendra dans une très large mesure du temps prévu pour les séances plénières, qui lui-même dépend du temps prévu pour la "discussion générale". Je suis tenté de croire qu'il faudra réserver un certain temps à la discussion générale et que le mieux serait de réserver ce temps en séance plénière. Mais je pense qu'il est important de prévoir un temps limité - pas plus de deux jours. Je serais très heureux de connaître votre avis à ce sujet.

Documentation à établir avant la Conférence

Il sera nécessaire d'apporter certaines modifications au nombre et à la désignation des documents de la Conférence, s'il est décidé de donner suite aux propositions qui figurent dans mon mémorandum sur l'ordre du jour, l'organisation et le programme de travail de la Conférence. Il s'agit de quatre types de documents et, pour en préciser la désignation, nous nous y référerons dorénavant comme suit :

- i. Rapports de base - Ce sont les études ou rapports de toute nature, y compris les rapports nationaux et les monographies, préparés par les pays participants, les institutions des Nations Unies et d'autres organisations, à titre de contribution aux préparatifs portant sur divers aspects des sujets traités par la Conférence. Certains de ces documents traiteront un thème donné dans ses lignes générales, tandis que d'autres peuvent être consacrés à des aspects plus limités et plus particuliers d'un thème. Ces rapports ne seront pas des documents officiels de la Conférence; ils fourniront la base sur laquelle seront élaborés les "rapports de situation" et les "mémorandums d'action".
- ii. Rapports de situation - Ces documents seront préparés sous la responsabilité du secrétariat en tant que documents officiels de la Conférence tirés des rapports de base. Les rapports de situation donneront, pour chacun des grands thèmes principaux, un aperçu résumé des idées et des questions principales, des considérations les plus importantes qui sont à la base de la politique et des mesures proposées, ainsi que du cadre général et de la stratégie pour les propositions à formuler en vue d'actions déterminées.

- iii. Mémoires d'action - Ces documents seront préparés sous la responsabilité du secrétariat en tant que documents officiels de la Conférence fondés sur les propositions d'action faites dans les rapports de base. Chaque mémoire d'action définira une mesure déterminée soumise à l'examen de la Conférence et présentera une justification, les incidences économiques et financières et d'autres renseignements pertinents.
- iv. Résumés de monographies - Il s'agira de résumés de monographies choisies, qui seront préparés sous la responsabilité du secrétariat en tant que documents officiels de la Conférence, pour illustrer des questions déterminées figurant à l'ordre du jour.

Bibliothèque de la Conférence et bibliographie

Les rapports de base soumis à la Conférence contiendront les éléments à partir desquels seront élaborées les propositions qu'examinera la Conférence. Ils présenteront donc un intérêt particulier et durable, au-delà des propositions d'action auxquelles ils donneront lieu pour la Conférence elle-même. Je propose donc de créer une bibliothèque officielle de la Conférence où seront déposés tous les rapports de base, et de préparer comme document officiel de la Conférence une bibliographie annotée du contenu de cette bibliothèque.

Dates limites pour la documentation

Le secrétariat propose les dates suivantes comme dates limites pour la préparation de la documentation :

- 31 mai 1971 : réception de tous les rapports de base par le secrétariat.
- 15 août 1971 : production des premiers projets de rapports de situation et de mémoires d'action.
- 30 septembre 1971 : fin des consultations sur les projets de rapports de situation et de mémoires d'action.
- 31 octobre 1971 : production de la version définitive des rapports de situation et des mémoires d'action.
- février 1972 : distribution des documents de la Conférence aux gouvernements.

Rapport sur l'état de l'environnement

Ce rapport sera le principal produit final de ce que j'ai appelé le "premier niveau" du travail préparatoire - l'effort de mise au point d'un schéma conceptuel général pour traiter des problèmes d'environnement et pour organiser nos discussions à leur sujet.

Conformément à nos plans actuels, il prendra la forme d'un rapport adressé au monde sur ce qui est connu, ce qui n'est pas connu, et ce qui demande le plus à être connu au sujet des relations entre l'homme et son environnement. Quant au fond, les éléments proviendront en grande partie des rapports de base et seront ainsi compatibles

avec les rapports de situation. Pour la présentation et le choix des idées, nous demanderons à un groupe représentatif de conseillers internationaux de nous faire bénéficier de ses avis afin que les aspects nouveaux et complexes des problèmes de l'environnement soient situés dans une perspective générale et compréhensible. Le rapport sera disponible bien avant la Conférence de Stockholm et nous espérons qu'il constituera une contribution importante aux préparatifs de cette réunion.

Déclaration sur l'environnement

A sa première session, le Comité préparatoire avait demandé au Secrétaire général de faire figurer dans le rapport qu'il adresserait au Comité à sa deuxième session des suggestions en ce qui concerne le contenu de la déclaration sur l'environnement qui, comme il est prévu dans la résolution du Conseil économique et social, doit être adoptée par la Conférence. J'ai voulu pour cela bénéficier des avis des gouvernements et j'ai, en conséquence, adressé une lettre datée du 21 décembre 1970 à tous les gouvernements à laquelle étaient joints un questionnaire et quelques notes complémentaires. Jusqu'ici quelques réponses nous sont parvenues et j'espère que nous en recevrons encore d'autres au cours de cette session. Je crois qu'il serait utile aussi de tenir compte des points de vue qui seront exprimés dans les rapports de base que nous recevrons pendant la période de préparation de la documentation de la Conférence. En conséquence, je proposerais que la déclaration soit inscrite en bonne place à l'ordre du jour de la troisième session du Comité préparatoire en septembre prochain. En attendant, nous pourrions mettre à profit cette session pour examiner la forme générale et la teneur de la déclaration et les participants voudront peut-être examiner de quelle façon la création d'un groupe de travail contribuerait au mieux à l'élaboration et à la rédaction éventuelle de la déclaration entre la deuxième et la troisième session.

Dispositions relatives à la Conférence de Stockholm

Permettez-moi d'appeler votre attention sur l'annexe II de mon rapport à la présente session, et notamment sur les paragraphes 3 à 6 où vous trouverez des détails sur les salles de conférence à Stockholm. Les contraintes pratiques, qui existent pour chaque conférence organisée par l'Organisation des Nations Unies, exigent non seulement que le nombre des membres de chacune des délégations officielles soit limité à six, mais encore que le nombre total des représentants et conseillers que chaque délégation peut avoir à la fois dans une salle de commission soit limité à trois.

Il y aura lieu aussi de restreindre le nombre des participants ou observateurs des institutions des Nations Unies, des organisations intergouvernementales, des organisations internationales non gouvernementales, etc. Ces restrictions doivent porter à la fois sur le nombre des organisations et le nombre de leurs représentants. Pour ces raisons, et compte tenu de l'intérêt considérable qu'ont déjà manifesté un très grand nombre d'organisations, je propose que nous appliquions le principe directeur ci-après : nous adresserions des invitations aux organisations qui sont le mieux placées

pour apporter une contribution déterminée aux préparatifs de la Conférence et à ses buts. Nous ne sommes pas en mesure d'établir une liste, même provisoire, de ces participants avant d'en savoir davantage sur les contributions qu'ils pourront apporter à la Conférence.

Mesures proposées pour le "niveau III"

Les débats menés à la première session du Comité préparatoire ainsi qu'au Conseil économique et social et à l'Assemblée générale ont montré que ce que veulent les gouvernements, c'est que la Conférence de Stockholm soit un instrument destiné à faciliter l'action et non un prétexte pour la retarder. Aussi est-il prévu que la Conférence doit permettre de dégager certains problèmes précis à propos desquels l'action internationale que l'on juge urgente pourrait être entreprise immédiatement pour être menée à terme, au moins dans une phase initiale, au moment de la Conférence. Dans notre lettre aux gouvernements datée du 21 décembre 1970, nous avons sollicité des suggestions touchant les questions précises au sujet desquelles on pourrait envisager une action au "niveau III". L'une des tâches les plus importantes de cette deuxième session sera de déterminer les questions à traiter à ce niveau, le type d'action envisagée pour chacune d'elles, que ce soit, par exemple, par le moyen d'une convention, d'un traité, d'un accord ou d'une résolution de la Conférence; et le type de dispositif intergouvernemental à créer ou à utiliser pour traiter de chacune de ces questions pendant la période préparatoire.

Des gouvernements, des organismes des Nations Unies et d'autres organismes ont fait au sujet de l'action au niveau III un certain nombre de suggestions précises qui ont été réunies dans un document distinct dont vous serez saisis. Dans l'intervalle j'ai aussi eu des entretiens avec des représentants de la communauté scientifique internationale. Je suis persuadé que si nous faisons le grand effort qui est nécessaire et urgent et si les gouvernements ont la volonté de coopérer, nous pourrons entreprendre quelques actions significatives afin de les mener au moins jusqu'à la fin de leur première étape au printemps de l'année prochaine.

J'estime, par exemple, que le consensus sur la nécessité de compléter les connaissances sur ce qui se passe dans l'atmosphère et dans les mers est assez large pour justifier l'attribution d'une priorité élevée à la création à bref délai d'un système mondial de surveillance. Je suis heureux d'annoncer que le Comité scientifique des problèmes de l'environnement du Conseil international des unions scientifiques a entrepris une étude sur cette question du point de vue scientifique, qui sera communiquée à la Conférence.

J'estime aussi que les témoignages de plus en plus nombreux de l'identité de vues des gouvernements et de la communauté scientifique internationale au sujet des effets exercés sur la santé humaine par la contamination de l'environnement justifient amplement qu'on entreprenne sans délai l'élaboration d'une proposition tendant à l'établissement d'un registre international des composés chimiques.

Comme il est de la plus haute importance de mettre la connaissance de l'environnement au service du progrès social, il me semble évident que nous voudrions déterminer et soutenir pleinement les programmes de recherche qui amélioreront les méthodes de prévision des incidences négatives et positives du développement économique sur l'environnement.

Monsieur le Président,

J'ai dit tout à l'heure que le Secrétariat n'hésiterait pas à soumettre, à l'attention des gouvernements, des avis sur des questions de fond. C'est pourquoi je tiens à présenter quelques observations sur une question de grande importance pour toute la communauté mondiale et à faire une proposition précise à ce Comité.

A mesure que l'on prenait de plus en plus conscience de l'influence toujours plus grande de l'homme sur le milieu qui l'entoure, nous avons vu se manifester dans le monde entier un souci croissant de protéger les océans avant qu'ils ne subissent des dommages irréparables. L'Assemblée générale a pris en quelques années des décisions qui tendent à donner à l'homme une connaissance et une compréhension plus profondes du milieu marin. Les décisions des dernières sessions de l'Assemblée sont de nature à donner une impulsion générale et plus forte aux efforts de l'humanité entière pour préserver et protéger la vie dans les océans.

Grâce, dans une large mesure, aux travaux déjà fort avancés effectués par les organismes des Nations Unies, nous avons la preuve que les sources principales de pollution grave de la mer sont fréquemment fort éloignées du milieu marin proprement dit. Notre tâche, qui est de résoudre ce problème, sera facilitée par l'existence en droit international de l'obligation faite aux Etats de coopérer à la lutte contre la pollution des océans résultant d'agents nocifs quelle qu'en soit la source. L'article 25 de la Convention de 1958 sur la haute mer me paraît offrir beaucoup d'intérêt à cet égard. Cet article dispose : "Tous les Etats sont tenus de coopérer avec les organismes internationaux compétents à l'adoption de mesures tendant à éviter la pollution des mers ou de l'espace aérien surjacent, résultant de toutes activités qui comportent l'emploi de matériaux radioactifs ou d'autres agents nocifs."

Je pense donc que la tâche principale de la Conférence de Stockholm dans ce domaine de la pollution de la mer est d'élaborer un programme et une stratégie d'ensemble, un "plan directeur" si vous voulez, grâce auquel les gouvernements puissent progressivement protéger les mers et prendre quelques-unes des premières mesures urgentes prévues par ce plan. Ce plan directeur serait en grande partie fondé sur les travaux déjà en cours d'exécution dans les organismes des Nations Unies. Il devrait faciliter et rationaliser le travail de la communauté internationale pour ce qui est d'assurer l'établissement des accords nécessaires par l'intermédiaire de l'OMCI, de la Conférence sur le droit de la mer et par tout autre moyen approprié.

On montrerait ainsi au monde exactement où et quand et par qui chacune des sources principales de pollution doit être combattue.

Je suggère donc que le Comité préparatoire envisage la création d'un groupe de travail intergouvernemental spécial sur la pollution de la mer. A mon sens, les tâches principales de ce groupe seraient doubles :

Premièrement, établir le schéma général d'un plan directeur pour la sauvegarde de la santé des océans pour le plus grand profit de l'humanité tout entière;

Deuxièmement, entreprendre une action en vue d'un accord intergouvernemental pour la Conférence de Stockholm sur certaines mesures qui sont à la fois urgentes et possibles, par exemple une convention sur le contrôle du déversement dans les océans.

Je sais bien, Monsieur le Président, que les gouvernements ont à faire face à des problèmes de priorité dans l'allocation des ressources humaines et matérielles dont il y a pénurie et qu'il y a une tendance compréhensible à donner la plus haute priorité aux problèmes qui sont les plus immédiats et les plus proches de soi, même quand il s'agit de traiter des problèmes de la pollution de la mer.

Il est parfaitement clair que la plupart des mesures requises pour résoudre les problèmes de la pollution de la mer peuvent, et devraient, être prises sur le plan national. Il est clair également que parmi les problèmes les plus pressants exigeant une action internationale il en est beaucoup qui sont de caractère régional et concernent relativement peu de pays, tels les pays riverains de mers plus ou moins fermées.

Mais si ces mesures, pour importantes qu'elles soient, ne sont pas reliées, clairement et rationnellement, au domaine plus étendu, dans l'espace et dans le temps, dans lequel leurs conséquences ultimes se feront sentir, nous aurons commis exactement le même genre de faute que celle qui nous a conduits à la situation actuelle de l'environnement.

Monsieur le Président, la première session du Comité préparatoire a jeté les bases sur lesquelles les travaux préparatoires de la Conférence ont été menés jusqu'à présent. La seconde session, que nous abordons maintenant, est, à mon avis, d'une importance capitale pour le succès de la Conférence. Le Comité doit faire des recommandations définitives en ce qui concerne l'ordre du jour de la Conférence, il doit faire des recommandations concrètes sur le programme des travaux préparatoires et sur l'organisation de la Conférence elle-même; et il doit se mettre d'accord sur celles des questions urgentes pour lesquelles on peut commencer immédiatement à prendre des mesures afin qu'elles soient exécutées, au moins dans un premier stade, lors de la Conférence, et sur la nature de ces mesures et les moyens à mettre en oeuvre.

Si notre réunion est fructueuse dans ce sens, je crois fermement que, malgré de sérieuses contraintes, nous pourrons donner aux gouvernements la possibilité de faire de la Conférence de Stockholm l'événement historique, ce que nous voulons tous qu'elle soit - et ce que la situation objective de l'environnement exige. Si pour quelque raison que ce soit nous devions échouer ici, les perspectives de succès à Stockholm seraient vraiment très réduites.

Au moment où nous commençons notre travail en commun, votre secrétariat est conscient de l'impressionnante responsabilité qu'il partage avec vous.

Annexe V

METHODES DE TRAVAIL AU COURS DE LA PERIODE PREPARATOIRE

Sources de documentation - la documentation de base nécessaire pour la Conférence serait obtenue des trois principales sources ci-après :

a) Gouvernements

En plus des rapports nationaux et des monographies, qui constitueront l'une des principales références pour la rédaction des documents de base nécessaires à la Conférence, les gouvernements seraient invités à apporter volontairement une autre contribution importante en établissant des "rapports de base" sur divers aspects des thèmes que la Conférence abordera et qui ne seront pas traités complètement dans les rapports nationaux ou les monographies. De plus amples détails sont donnés ci-après sur l'organisation de ces contributions et l'usage qui en sera fait.

b) Organismes des Nations Unies

Un rapport de base serait aussi établi, pour chaque grand sujet, par un ou plusieurs organismes rattachés aux Nations Unies ou départements qui en relèvent, et par les commissions régionales.

c) Autres sources

Parmi les autres sources figurent les organisations gouvernementales non rattachées aux Nations Unies et certaines organisations non gouvernementales ainsi que certains consultants dont le secrétariat de la Conférence solliciterait la contribution sous la forme de rapports de base portant sur certains sujets choisis en fonction de leur compétence particulière et/ou de l'intérêt qu'ils ont pour le sujet concerné.

Méthodes d'organisation et de coordination de la documentation - rapports de base et aspects à étudier

Certains de ces rapports porteraient sur l'ensemble d'un grand thème et d'autres seraient plus sélectifs, selon le domaine et la compétence particuliers à ceux qui les fourniraient. Etant donné que tous les rapports de base seraient établis par des personnes particulièrement compétentes dans le domaine traité, on pense que ces dernières tireraient parti de leurs connaissances actuelles en la matière plutôt que d'entreprendre des recherches nouvelles ou originales. Chaque rapport de base devrait en principe porter sur les aspects suivants des sujets étudiés :

a) Examen de l'état actuel des connaissances et des opinions en ce qui concerne le sujet étudié, eu égard en particulier aux lacunes des connaissances, aux lacunes de la technologie et aux nouvelles techniques effectivement ou virtuellement disponibles.

b) Détermination, conformément aux critères énoncés au paragraphe 22 du rapport établi par le Secrétaire général pour la deuxième session 1/, des principales questions qui, dans le cadre des sujets étudiés, devraient de l'avis des auteurs retenir l'attention de ceux qui ont à prendre des décisions de politique générale, et indication de la priorité qu'ils accorderaient à ces questions.

c) Détermination des principales politiques et approches possibles, en mettant particulièrement l'accent sur les possibilités de développement, et des principaux éléments à prendre en considération pour l'évaluation de ces possibilités.

d) Précisions concernant la direction générale dans laquelle devraient s'orienter, de l'avis des auteurs, les politiques et programmes nationaux et internationaux; une attention particulière étant accordée à la coordination entre les mesures nationales et les mesures internationales complémentaires prises tant à l'échelon régional que global.

e) Détermination des mesures particulières que, de l'avis des auteurs, les gouvernements nationaux et/ou les organismes internationaux appropriés devraient envisager et, à propos de chacune de ces mesures, analyse portant en particulier sur les aspects suivants :

1/ Voir le document A/CONF.48/PC.8, dont le paragraphe 22 est rédigé comme suit :

"Il est suggéré d'appliquer les critères de base ci-après pour le choix des questions à inclure dans le programme de la Conférence et pour la détermination de leur importance relative :

a) la question doit présenter un large intérêt sur le plan international et être de nature telle qu'une solution ne soit possible que grâce à la coopération internationale ou soit facilitée par cette coopération. L'accent serait mis essentiellement sur les questions qui présentent de l'intérêt pour la totalité ou la majeure partie des pays, une attention particulière étant accordée aux questions qui ont de l'importance pour un nombre assez élevé de pays dans un contexte régional;

b) la question retenue devrait mériter tout particulièrement la priorité du point de vue de l'environnement;

c) il doit s'agir d'une question dont l'examen à cette Conférence soit susceptible d'apporter une contribution importante et effective à la compréhension du problème et à sa solution pratique, compte tenu du rôle et des responsabilités des autres organismes qui s'en occupent déjà;

d) la question doit être directement liée à un besoin sérieux d'entreprendre une action de nature telle qu'elle puisse être facilitée par la Conférence;

e) l'ensemble des questions retenues doit représenter un équilibre approprié entre les désirs et les intérêts des pays en voie de développement et ceux des pays plus industrialisés."

- i) Définition précise de l'action à envisager;
- ii) Justification de l'action considérée et de la priorité que l'on propose de lui accorder, par rapport aux autres possibilités;
- iii) Evaluation des principales incidences économiques et sociales, en particulier pour les pays en voie de développement;
- iv) Evaluation, le cas échéant, des coûts directs et des méthodes proposées pour le financement de ces coûts, en particulier dans le cas des pays en voie de développement;
- v) Exposé des diverses dispositions qui doivent être envisagées sur le plan de l'organisation pour la mise en oeuvre des mesures en question, compte tenu en particulier de la possibilité de recourir au dispositif institutionnel existant.

Tous les rapports de base devraient viser surtout à définir des propositions d'action. On pense que les propositions d'action découleront directement de l'examen des problèmes et des priorités de chaque sujet. Nombre des propositions d'action représenteraient selon toute probabilité des mesures initiales dans un processus continu et à long terme d'examen des problèmes auxquels elles auront trait. C'est pourquoi il serait particulièrement important que les auteurs de rapports de base contenant des propositions d'action rattachent aussi clairement que possible ces propositions aux programmes à plus long terme, aux politiques sur lesquelles ces programmes sont axés et au calendrier envisagé pour l'application de ces mesures futures. Tous les rapports de base devraient en principe être accompagnés d'un résumé ne comportant pas plus de 1 000 mots. De nombreuses communications seront évidemment fondées sur des renseignements et des documents préparés à d'autres fins. Par exemple, les communications établies par les gouvernements pour la Conférence de Prague de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe serviront sans aucun doute de base à nombre des exposés que les gouvernements rédigeront pour la Conférence de Stockholm.

Dispositions pour l'organisation des contributions

Les dispositions ci-après sont proposées en vue de l'organisation et de la coordination de la documentation fournie par les gouvernements, les organismes des Nations Unies et d'autres sources :

a) Gouvernements

Il est proposé que tous les gouvernements participants soient invités à soumettre, en plus de leurs rapports nationaux et de leurs monographies, des documents prenant la forme de rapports de base sur tel ou tel aspect d'un thème particulier au sujet duquel ils voudraient apporter une contribution supplémentaire de ce genre. Tous les gouvernements désireux de le faire seraient priés d'informer le secrétariat de la Conférence de leur intention d'établir un ou des rapports de base et d'indiquer leurs sujets. Le secrétariat de la Conférence serait chargé de coordonner comme il convient la présentation de ces documents et celle des documents sur le même sujet provenant d'autres sources.

b) Organismes des Nations Unies

La coordination des documents émanant des organismes des Nations Unies sera assurée avec l'aide du Groupe de travail ad hoc du CAC, qui a déjà arrêté les procédures nécessaires. La coordination sera en outre facilitée par la constitution, au Siège des Nations Unies à New York, d'un groupe de travail spécial réuni par le Département des affaires économiques et sociales. Il est question que tous les sujets relevant de chacun des grands thèmes soient traités au moins dans un des rapports de base émanant des organismes des Nations Unies.

c) Autres sources

Les contributions sous la forme de rapports de base provenant de sources autres que les gouvernements et les organismes des Nations Unies seraient organisées et coordonnées par le secrétariat de la Conférence. Le secrétariat demanderait aux organisations ou aux consultants, ou accepterait d'eux, des rapports de base portant sur des aspects particuliers de chaque grand thème, choisis d'après l'intérêt ou la compétence particuliers de l'auteur et compte tenu de la valeur attribuée à ces documents en tant que contribution à l'examen de ces questions par la Conférence.

Etablissement des rapports de situation et des mémorandums d'action

Une fois qu'il aura reçu les rapports de base, le secrétariat de la Conférence se chargera d'établir, d'après ces rapports, le texte préliminaire des rapports de situation et des mémorandums d'action qui constitueront la documentation officielle de la Conférence. Ces documents seront rédigés en consultation suivie avec ceux qui auront soumis les rapports de base. Les projets de rapports de situation et de mémorandums d'action seront communiqués, pour observation et avis, à un groupe d'experts comprenant des personnes qui auront été étroitement associées à la préparation des rapports de base par les gouvernements et les organismes des Nations Unies. Les projets seraient alors révisés par le secrétariat de la Conférence en fonction de ces observations et avis, puis mis en forme définitive pour l'impression et la distribution. La date limite pour la distribution aux gouvernements serait le mois de février 1972. Après la distribution du texte définitif des rapports de situation et des mémorandums d'action, on pense qu'il y aurait d'autres consultations entre les gouvernements et les organismes des Nations Unies en vue de faciliter la mise au point des positions sur les questions en jeu préalablement à la Conférence elle-même.